

La Banque Royale publie ses résultats pour le quatrième trimestre de 2004 et pour l'exercice 2004

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. Les ratios de capital sont basés sur l'information financière dressée selon les PCGR du Canada.

Faits saillants financiers du quatrième trimestre de 2004 et de l'exercice 2004 par rapport à l'an dernier :

- Bénéfice net du quatrième trimestre de 504 millions de dollars, en baisse de 300 millions ou 37 % par rapport à l'an dernier; une tranche de 192 millions (125 millions après impôts) de cette baisse est imputable aux charges liées au réalignement de l'entreprise, et une tranche de 130 millions (montant qui demeure le même avant et après impôts) tient aux charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage.
- Bénéfice dilué par action de 0,76 \$, en baisse de 0,43 \$ ou 36 %; une tranche de 0,19 \$ de cette baisse découle des charges liées au réalignement de l'entreprise, et une tranche de 0,20 \$, des charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition.
- Rendement des capitaux propres de 11,0 %, en baisse de 700 points de base; une tranche de 277 points de base de cette baisse reflète les charges liées au réalignement de l'entreprise, et une tranche de 288 points de base, les charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition.
- Total des revenus en hausse de 149 millions de dollars ou 4 %.
- Frais autres que d'intérêt en hausse de 208 millions de dollars ou 8 %.
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 97 millions de dollars, comparativement à 137 millions.
- Ratio du capital de première catégorie de 8,9 %, en baisse de 80 points de base.
- Bénéfice net de l'exercice de 2 839 millions de dollars, en baisse de 197 millions ou 6 %.
- En 2004, RBC Marchés des Capitaux, RBC Services Internationaux, RBC Investissements et RBC Assurances ont tous enregistré une amélioration notable du bénéfice par rapport à 2003. Bien que le bénéfice net de RBC Banque au Canada ait progressé, son bénéfice net aux États-Unis et son bénéfice net global ont diminué.

TORONTO, le 30 novembre 2004 – Pour son quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2004, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 504 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2004, en baisse de 300 millions ou 37 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 0,76 \$, en baisse de 0,43 \$ ou 36 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 11,0 %, comparativement à 18,0 % l'an dernier.

Au cours du quatrième trimestre, nous avons engagé des charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) relativement au réalignement de l'entreprise annoncé le 9 septembre 2004 — soit 166 millions au titre des charges liées à l'effectif (concernant la suppression d'environ 1 660 postes) et 26 millions relativement aux charges liées aux locaux et aux autres charges, qui se composent entièrement d'honoraires. Nous avons également engagé des charges de 130 millions de dollars (montant qui demeure le même avant et après impôts) pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous avons pris des mesures radicales ce trimestre afin d'accroître notre efficacité et d'assurer une croissance plus importante de nos revenus. Bien que ces mesures, qui découlent en grande partie du réalignement de notre entreprise ayant pris effet le 1^{er} novembre 2004, aient entraîné une baisse considérable du bénéfice trimestriel, elles nous permettront d'agir au mieux des intérêts de nos actionnaires et de nos clients et de générer de la valeur à long terme pour ceux-ci. »

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net du quatrième trimestre s'est établi à 518 millions de dollars, en baisse de 228 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,78 \$, en baisse de 0,33 \$ ou 30 %. Une tranche de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) ou 0,19 \$ par action a trait aux charges liées au réalignement de l'entreprise, et une tranche de 130 millions ou 0,20 \$ par action, aux charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage.

Le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 s'est établi à 2 839 millions de dollars, en baisse de 197 millions ou 6 %. Ce résultat reflète principalement la hausse des frais autres que d'intérêt, les charges liées au réalignement de l'entreprise constatées au quatrième trimestre, les charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition ainsi que la diminution de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2004. Ces facteurs ont largement neutralisé les avantages liés à la hausse des revenus, le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la baisse des impôts sur les bénéfices. Les revenus autres que de négociation (tels que les revenus tirés de fonds communs de placement, les commissions de courtage en valeurs mobilières et les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils) ont augmenté, et les revenus tirés des activités d'assurance et ceux découlant de la croissance des prêts et des dépôts ont également progressé. Les activités d'assurance englobent désormais les activités canadiennes de Provident Life and Accident Assurance Company (UnumProvident) acquises le 1^{er} mai 2004. La hausse des frais autres que d'intérêt est en grande partie imputable à l'accroissement des charges liées aux ressources humaines (principalement l'augmentation des coûts relatifs aux avantages sociaux et des frais au titre de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus) ainsi qu'aux coûts de règlement liés au litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (Rabobank), déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération au premier trimestre.

Le total des revenus au quatrième trimestre a augmenté de 149 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, malgré une réduction des revenus de 95 millions imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation reflète la croissance importante de la moyenne des prêts et des dépôts, qui s'est établie respectivement à 14 % et à 8 %, ainsi que l'accroissement des revenus de RBC Assurances (qui englobe désormais UnumProvident), de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Services Internationaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 208 millions de dollars ou 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Ce résultat reflète la hausse des coûts relatifs aux avantages sociaux, l'augmentation des coûts liés aux salaires, l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable (découlant de la hausse des revenus) ainsi que l'augmentation des frais d'occupation. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au quatrième trimestre de 2003 s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 65 millions de dollars.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004, comparativement à 125 millions au dernier trimestre et à 137 millions l'an dernier. Le recul par rapport à l'an dernier découle du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux, du règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux antérieurs, et de la contrepassation de 25 millions de dollars au titre de la provision cumulative générale de RBC Marchés des Capitaux.

Comparativement au troisième trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 264 millions de dollars ou 34 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,39 \$ ou 34 %, résultat qui reflète principalement les charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) ou 0,19 \$ par action liées au réalignement de l'entreprise ainsi que les charges de 130 millions ou 0,20 \$ par action pour perte de valeur de l'écart d'acquisition, constatées ce trimestre.

Au 31 octobre 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 8,9 %, et le ratio du capital total, à 12,4 %, comparativement à 9,7 % et à 12,8 %, respectivement, il y a un an, résultats qui surpassent nos objectifs à moyen terme qui s'établissent respectivement de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %.

Message du président et chef de la direction

En 2004, quatre de nos cinq secteurs d'exploitation ont continué d'enregistrer une croissance solide du bénéfice, la qualité de notre portefeuille est demeurée élevée, et nos parts de marché dans des segments clés comme les cartes de crédit, les prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires résidentiels et les fonds communs de placement au Canada se sont accrues. Nous avons continué d'offrir de nouveaux produits qui nous ont permis d'aider les clients à combler leurs besoins. Le réalignement annoncé le 9 septembre, dont le thème est « Le client avant tout », vise à faire en sorte que l'entreprise axe plus efficacement ses efforts sur nos groupes de clients distincts au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Nos objectifs visent à accélérer la croissance des revenus au moyen de solutions et de services à la clientèle innovateurs, à procéder à un contrôle des coûts plus rigide et à améliorer la productivité.

Charges liées au réalignement de l'entreprise et charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition

Ce trimestre, nous avons supprimé un certain nombre de postes de cadres de direction et de cadres supérieurs, nous avons commencé à rationaliser nos ressources, et nous avons pris des mesures afin de fermer les bureaux excédentaires. Ainsi, nous avons annoncé notre intention de regrouper, d'ici janvier 2005, les bureaux du siège social de RBC Mortgage à Houston. La société hypothécaire avait gardé un siège social partagé entre Chicago et Houston par suite de l'acquisition de Sterling Capital Mortgage Company que nous avons effectuée en septembre 2003. Ce trimestre, nous avons constaté des charges de 192 millions de dollars au titre du réalignement de l'entreprise ainsi que des charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage. Bien que ces mesures aient considérablement réduit le bénéfice trimestriel, nous estimons qu'elles nous permettront d'accroître notre rendement au cours des prochains exercices.

Examen du rendement

Le bénéfice net a reculé et s'est établi à 504 millions de dollars au quatrième trimestre, et le bénéfice dilué par action, à 0,76 \$. Ces résultats sont principalement imputables aux charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise ainsi qu'aux charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition.

Bien que RBC Banque ait enregistré une baisse du bénéfice net au cours de l'exercice en raison de ses activités aux États-Unis, nos quatre autres secteurs d'exploitation ont généré une croissance notable du bénéfice par rapport à 2003, comme il est fait mention dans l'analyse ci-après.

Notre rendement au cours de 2004 par rapport à nos objectifs pour l'exercice est illustré à la page 7. Nous avons obtenu un rendement solide en ce qui concerne la qualité du portefeuille et les ratios de capital, et nous avons atteint notre objectif au chapitre du ratio de distribution. Nous n'avons toutefois pas atteint nos objectifs en matière de croissance des revenus et des charges, de croissance du bénéfice et de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Les revenus ont augmenté de 2 % (malgré le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, lequel a entraîné une baisse des revenus de 500 millions de dollars ou 3 %), en raison des résultats plus faibles liés à nos activités bancaires aux États-Unis. La hausse des charges de 8 % constatée pour l'exercice, qui s'est produite malgré un recul des charges de 345 millions de dollars découlant de l'appréciation du dollar canadien, reflète principalement l'augmentation des coûts liés aux avantages sociaux et l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable (qui tient à la hausse des revenus) ainsi que les coûts du règlement avec Rabobank au premier trimestre. Les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, conjugués aux charges liées au réalignement de l'entreprise et aux charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition constatées ce trimestre, ont entraîné une croissance du bénéfice et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de loin inférieurs aux objectifs établis pour l'exercice. Les niveaux d'évaluation, tels qu'ils sont mesurés en fonction du rendement du cours de nos actions, se sont également avérés inférieurs à nos objectifs.

Services de détail

Le bénéfice de **RBC Banque** pour l'exercice 2004 a reculé de 17 % par rapport à l'an dernier. Bien que le bénéfice au Canada ait progressé de 66 millions de dollars ou 5 %, le bénéfice aux États-Unis a subi une baisse de 324 millions qui reflète les charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage, la diminution des volumes de montage et des marges de RBC Mortgage, les rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura et les charges de 28 millions (19 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise. La croissance des prêts au Canada s'est avérée vigoureuse cette année. La moyenne des prêts hypothécaires résidentiels a connu une hausse de 11 % par rapport à 2003, car nous avons offert aux clients de nouvelles solutions telles que le programme Marge Proprio RBC, et nous avons maintenu notre position de chef de file au pays. Les volumes de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit ont augmenté respectivement de 12 % et de 14 %, résultats qui reflètent le succès continu de la Marge de crédit Royale, ainsi que le taux de fidélisation amélioré de nos clients et la croissance découlant de l'offre de nouvelles cartes.

Le bénéfice de **RBC Investissements** pour l'exercice a augmenté de 19 %, en raison du solide rendement de nos activités de courtage aux États-Unis et au Canada ainsi que de nos activités de gestion d'actifs au Canada.

RBC Assurances a également enregistré une hausse de 19 % de son bénéfice net en 2004 par rapport à l'an dernier. Ce résultat découle de la hausse du bénéfice tiré des activités liées aux assurances vie et maladie (lesquelles englobent désormais UnumProvident) et aux assurances habitation et automobile au Canada.

Services aux institutions

Le bénéfice de **RBC Marchés des Capitaux** pour 2004 a progressé de 34 % par rapport à 2003, malgré la baisse de 74 millions de dollars découlant du règlement avec Rabobank. Le solide rendement des services de banque d'investissement, les rendements supérieurs tirés des placements privés de titres de créance et de participation et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont contribué à ce rendement.

Le bénéfice net de **RBC Services Internationaux** s'est accru de 26 % en 2004, résultat qui reflète la solide croissance des revenus de tous les secteurs d'activité, la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une gestion efficace des coûts.

Nouvelle structure d'entreprise

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation et les avons regroupés sous trois secteurs structurés en fonction des besoins des clients et des zones géographiques : 1) le secteur particuliers et entreprises au Canada, qui comprend les services bancaires ainsi que les services de placements et d'assurances offerts au Canada, de même que nos activités d'assurance aux États-Unis et nos activités de réassurance à l'échelle mondiale; 2) le secteur pour la clientèle américaine et internationale, qui comprend les services bancaires et les services de placements aux États-Unis, les services bancaires et les services de courtage dans les Antilles ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale; 3) le secteur des marchés des capitaux mondiaux, qui comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux.

Nous avons décidé de regrouper toutes nos ressources en matière de systèmes d'information et d'exploitation et de créer un groupe Technologie et exploitation mondiales. Nous avons également créé le poste de chef de l'exploitation. La personne nommée à ce poste sera responsable de la stratégie d'entreprise et de toutes les fonctions du siège social.

Nous commencerons à présenter nos résultats financiers selon cette nouvelle structure au premier trimestre de 2005.

Objectifs de 2005 et objectifs à moyen terme

Compte tenu du réalignement de l'entreprise, qui accorde la priorité à une croissance plus forte des revenus et à une meilleure gestion des coûts, et comme il est illustré à la page 7, nous avons établi des objectifs pour 2005 qui sont plus audacieux que ceux de 2004, notamment en ce qui concerne la croissance des revenus, le contrôle des charges, la croissance du bénéfice et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous avons établi des objectifs spécifiques en matière de ratios de capital pour 2005, qui sont analogues à nos objectifs à moyen terme.

Nous avons apporté trois changements à nos objectifs à moyen terme cette année — nous avons accru l'objectif de croissance du bénéfice par action, qui était de 10 % à 15 %, et l'avons porté à 15 %+. Nous avons introduit un nouvel objectif de contrôle des charges (soit une augmentation des charges n'égalant pas plus de la moitié de la croissance des revenus), et nous avons augmenté l'objectif lié à la qualité du portefeuille, car nous utilisons maintenant une méthode plus significative pour évaluer cette dernière.

Priorités pour 2005

Nos priorités pour 2005 sont l'atteinte des objectifs financiers audacieux que nous avons établis, la mise en œuvre réussie de diverses initiatives s'inscrivant dans le cadre du réalignement de notre entreprise, ainsi que le remodelage marqué de nos activités aux États-Unis et l'accroissement des rendements tirés de ces dernières. À cet égard, nous avons déjà commencé à réduire les coûts dans divers secteurs. Ainsi nous avons fermé des succursales générant de faibles rendements et ralenti nos plans visant l'ouverture de succursales RBC Centura en 2005. Nous cherchons également des moyens d'améliorer nos revenus aux États-Unis. En raison de ces mesures, nous prévoyons une rentabilité accrue de nos activités bancaires aux États-Unis en 2005.

Au cours des dix dernières années environ, nous avons généré des rendements élevés pour nos actionnaires, et nous comptons redevenir un chef de file en matière d'évaluation du cours de l'actif et offrir à tous nos actionnaires des rendements se situant dans le quartile supérieur de notre indice de référence.

J'aimerais souligner la contribution de tous les membres du personnel au cours de la dernière année ainsi que l'engagement dont ils font preuve pour faire de la Banque Royale du Canada l'une des meilleures sociétés en Amérique du Nord.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

NOS OBJECTIFS ET NOTRE RENDEMENT

	Objectifs de 2004	Rendement de 2004	Objectifs de 2005	Objectifs à moyen terme (3 à 5 ans)
1. Évaluation Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :				
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Troisième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques ⁽¹⁾	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	s.o.
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Troisième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques ⁽²⁾	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	
Croissance du cours des actions	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Inférieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	
2. Croissance du bénéfice Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	(4) % ⁽³⁾	20 %+	15 %+
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	15,9 % ⁽⁴⁾	18 % à 20 %	20 %+
4. Croissance des revenus Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	2 %	6 % à 8 % ⁽⁵⁾	8 % à 10 %
5. Contrôle des frais autres que d'intérêt Frais autres que d'intérêt par rapport aux revenus :	Croissance des charges inférieure à celle des revenus	Croissance des charges de 8 % et croissance des revenus de 2 %	Moins de 3 % ⁽⁵⁾	Pas plus de la moitié de la croissance des revenus
6. Qualité du portefeuille Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente entre : Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations entre :	0,35 % et 0,45 % s.o.	0,22 % 0,27 %	s.o. 0,35 % et 0,45 %	s.o. 0,40 % et 0,50 %
7. Gestion du capital Ratios de capital ⁽⁶⁾ :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 8,9 % Ratio du capital total de 12,4 %	Ratio du capital de première catégorie de 8 % à 8,5 % Ratio du capital total de 11 % à 12 %	Ratio du capital de première catégorie de 8 % à 8,5 % Ratio du capital total de 11 % à 12 %
8. Ratio de distribution⁽⁷⁾	40 % à 50 % ⁽⁸⁾	47 %	40 % à 50 %	40 % à 50 %

(1) Nous avons calculé ce rendement le 31 octobre 2004, en nous basant sur les valeurs comptables au 31 juillet 2004.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 31 octobre 2004, en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2005.

(3) Tient compte des réductions de 429 points de base et de 447 points de base, respectivement, découlant des charges liées au réalignement de l'entreprise et des charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition constatées au quatrième trimestre.

(4) Tient compte des réductions de 70 points de base et de 73 points de base, respectivement, découlant des charges liées au réalignement de l'entreprise et des charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition constatées au quatrième trimestre.

(5) Calculs basés sur la valeur moyenne du dollar canadien de 0,80 \$ US que nous prévoyons pour 2005.

(6) Calculs basés sur les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(7) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

(8) Ratio augmenté à la fin du premier trimestre de 2004 (auparavant, entre 35 % et 45 %).

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

L'analyse des principales améliorations apportées à chacun de nos secteurs d'exploitation au quatrième trimestre de 2004 est présentée ci-après.

RBC Banque

Expansion des services transfrontaliers

- Au début de septembre, RBC Banque a annoncé la création du compte Accès USA RBC, afin de mieux répondre aux besoins des Canadiens et Canadiennes qui voyagent ou travaillent aux États-Unis. Ce service leur permet d'effectuer des virements de fonds gratuits et instantanés entre leurs comptes auprès de RBC Banque Royale et de RBC Centura, en ligne ou par téléphone; de bénéficier des taux concurrentiels et des excellentes options de l'Assurance Protection-Voyage^R offerte par RBC Assurances; de faire approuver un prêt hypothécaire en fonction de leurs antécédents en matière de crédit au Canada; d'obtenir des cartes de crédit Visa et des marges de crédit aux États-Unis. Au 31 octobre 2004, plus de 2 100 clients avaient ouvert un compte Accès USA RBC.

Élaboration de nouveaux produits

- Également ce trimestre, RBC Banque Royale est devenue la première grande institution financière au Canada à donner à ses clients la possibilité d'utiliser leurs cartes de débit lorsqu'ils font des achats aux États-Unis. Les clients peuvent maintenant se servir de leurs cartes de débit pour accéder à leur principal compte chèques au Canada et effectuer des achats auprès de plus de un million de détaillants aux États-Unis. Ce nouveau service optimise l'alliance entre Acxsys Corporation, l'architecte des services nationaux de Paiement direct Interac avec NIP au Canada auxquels RBC Banque Royale participe, et NYCE Corporation, l'un des plus importants réseaux de paiement par carte de débit aux États-Unis.

RBC Investissements

Améliorations apportées aux produits

- En septembre, RBC Gestion d'Actifs Inc. a lancé deux « fonds de fonds » conçus pour assurer aux épargnants des rentrées d'argent régulières, intéressantes sur le plan fiscal, provenant de leurs placements non enregistrés. Le Portefeuille de trésorerie RBC et le Portefeuille de trésorerie évolué RBC offrent des solutions de rechange aux placements dans des titres à revenu fixe, tels que les CPG, et génèrent un revenu régulier pour les investisseurs, d'une manière plus efficace sur le plan fiscal.
- Également en septembre, RBC Gestion d'Actifs Inc. a lancé le Fonds d'obligations mondiales de sociétés RBC, qui élargit sa gamme de produits pour les clients cherchant à améliorer les rendements, et qui constitue une option de plus pour diversifier leurs portefeuilles.
- En octobre, RBC Dain Rauscher a lancé le Portefeuille Total RBC, un portefeuille dont la structure est analogue à celle de la plus récente innovation dans l'industrie en matière de comptes gérés professionnellement, à savoir le Compte à gestion unifiée. Ce produit combine en un seul groupe les divers comptes tarifés des clients et offre à ces derniers un accès méthodique, personnalisé et simplifié aux services de gestion de portefeuille professionnelle.

Chef de file en matière de ventes

- RBC Gestion d'Actifs Inc. s'est classée au premier rang de l'industrie canadienne des fonds communs de placement pour ce qui est du total des ventes et des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2004. Elle a par ailleurs accru sa part du marché des fonds communs de placement à long terme de 51 points de base, la portant à 8,28 %, et sa part totale du marché des fonds communs de placement de 13 points de base, la portant à 9,54 %. Ce succès est attribuable à la campagne sur la maximisation du revenu de retraite qui a été mise sur pied pour aider les clients désirant accroître leurs revenus dans le contexte des faibles taux d'intérêt à la hausse qui règne actuellement.

Reconnaissance au sein de l'industrie

- En octobre, Gestion Privée Globale a remporté un prix qui souligne son excellence dans l'administration des services fiduciaires à l'échelle internationale lors de la prestigieuse remise des prix *In Brief High Nets 2004*. *In Brief* est une des plus grandes revues juridiques au Royaume-Uni qui s'adresse aux associés et avocats des 100 plus grands cabinets d'avocats ainsi qu'aux cadres supérieurs. Lancés en janvier 2004, les prix *High Nets* sont les premiers prix au monde à rendre un hommage exclusif aux meilleures sociétés britanniques et étrangères, ainsi qu'aux conseillers individuels qui travaillent dans le secteur de la gestion privée.

RBC Assurances

Vente de Liberty Insurance Services Corp.

- Le 23 novembre 2004, après la fin de l'exercice, nous avons annoncé la vente de Liberty Insurance Services Corp., soit nos activités américaines d'impartition des processus administratifs et de solutions logicielles, à IBM. Nous avons aussi conclu une entente de services à long terme avec IBM en vertu de laquelle cette dernière exécutera certaines fonctions de traitement et de gestion pour le compte des activités américaines de RBC Assurances. La vente, dont la clôture est prévue pour le 31 décembre 2004, entraînera le transfert d'environ 700 employés chez IBM.

Élaboration de nouveaux produits

- En août, RBC Assurances a mis en œuvre la première étape de son programme eRapids. Elle a pour ce faire mis à niveau son application en ligne de soumissions d'assurances habitation et automobile et y a ajouté de nouvelles fonctions. Les principales améliorations apportées sont les suivantes : la capacité de modifier les renseignements fournis avant d'obtenir une prime garantie et la possibilité de sauvegarder une soumission, l'ajout d'un Libre-service clients, grâce auquel les utilisateurs peuvent créer un profil en ligne auprès de RBC Assurances, et une option qui donne aux utilisateurs l'occasion de fournir des renseignements plus détaillés avant d'appeler RBC Assurances pour souscrire une police.
- En septembre, la division des activités d'assurance vie aux États-Unis a lancé la version pilote de l'application de soutien EasyAps^{MC} RBC. Ce processus innovateur de transmission automatisée de la proposition d'assurance est conçu de manière à accélérer les activités de transmission de la proposition, de tarification et d'établissement de la police effectuées par les bureaux de vente aux États-Unis. Il regroupe des systèmes de gestion des relations avec les clients, de gestion des formulaires, de tarification et d'administration dans une série d'applications sur le Web qui peuvent être exécutées à l'aide d'un ordinateur de bureau.

RBC Marchés des Capitaux

Opération importante

- Au Canada, RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de coplaceur pour compte du consortium qui a réuni 3,2 milliards de dollars dans le cadre d'un placement secondaire visant des actions ordinaires de Petro-Canada. Il s'agit de la plus importante opération de ce genre de toute l'histoire des marchés financiers canadiens.

Expansion internationale

- En Europe, nous avons ouvert un nouveau parquet à la fine pointe de la technologie et nous avons considérablement accru notre présence sur les marchés des métaux précieux, grâce à l'acquisition d'une équipe qui fournit des services et des produits dérivés sur lingots de calibre mondial aux banques centrales, aux investisseurs institutionnels, aux sociétés minières et aux fonds de couverture.

Élaboration de nouveaux produits

- RBC Marchés des Capitaux a agi comme chef de file du premier placement de fonds de titres à revenu élevé effectué en 2004. Ces fonds, qui constituent une innovation aux États-Unis, sont analogues aux fiducies de revenu et aux fonds de placement immobilier offerts au Canada. Nous avons agi à titre d'unique conseiller aux fins de la structuration de ce fonds auprès de B&G Foods Holdings Corp., ainsi qu'à titre de placeur pour compte du premier appel public à l'épargne, qui a permis de réunir 300 millions de dollars US pour le client.

RBC Services Internationaux

Chef de file de l'industrie

- La division Gestion de trésorerie et commerce demeure le chef de file sur le marché canadien des services de gestion de trésorerie et des services liés aux opérations commerciales. Selon l'étude de Maritz: Thompson Lightstone sur les services de gestion de trésorerie et les systèmes informatisés d'opérations bancaires effectuée en 2004, RBC Services Internationaux est considéré comme le chef de file au Canada pour ce qui est de son expertise en matière de technologie et de gestion de trésorerie. Pour une cinquième année d'affilée, nous avons obtenu le meilleur classement des six principales banques au pays relativement à la qualité de nos services, dans le cadre du sondage 2004 de Stewart & Associates portant sur les frais bancaires. Le magazine *Global Finance* a, pour une deuxième année de suite, décerné à RBC le titre de meilleure banque au Canada en matière de services de financement des transactions commerciales.
- Dans le cadre du sondage sur les mandataires effectué par le magazine *Global Custodian*, les Services aux institutions et aux investisseurs ont été nommés le meilleur sous-dépositaire en Amérique du Nord en 2004. Nous sommes l'un des trois seuls dépositaires à l'échelle mondiale à avoir remporté la palme chaque année depuis le premier sondage, en 1989.

Accès aux documents traitant des résultats trimestriels et des résultats de fin d'exercice

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué ainsi que les diapositives sur les résultats trimestriels et l'information financière supplémentaire en visitant le site rbc.com/investisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et les résultats de fin d'exercice et diffusion Web

Les investisseurs qui le désirent pourront écouter en direct la conférence téléphonique des analystes et des investisseurs institutionnels portant sur nos résultats du quatrième trimestre et de la fin d'exercice, soit par Internet, soit au moyen d'un numéro de téléphone sans frais. Ils auront aussi accès à l'enregistrement archivé de cette conférence téléphonique.

La conférence téléphonique aura lieu le mardi 30 novembre 2004 à 14 h (HNE). Des cadres dirigeants y commenteront les résultats du quatrième trimestre et de la fin de l'exercice et répondront aux questions des analystes et des investisseurs institutionnels. Les personnes intéressées pourront écouter la conférence téléphonique, sans toutefois y participer activement, d'une des deux manières suivantes :

par Internet, en accédant au site :

rbc.com/investisseurs/conference

par téléphone, en composant le :

416 470-1140 (à Toronto) ou le 1 877 793-3791 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto), entre 13 h 50 et 13 h 55 (HNE). Un enregistrement de la conférence téléphonique sera également disponible après 16 h 30 (HNE) le 30 novembre par téléphone, en composant le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053 et en entrant le code d'accès 3113767, jusqu'au 21 décembre 2004 à minuit.

Renseignements aux médias

Beja Rodeck, Relations avec les médias, beja.rodeck@rbc.com, 416 974-5506 (à Toronto) ou 1 888 880-2173 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto)

Raymond Chouinard, Relations avec les médias, raymond.chouinard@rbc.com (514) 874-6556

Renseignements aux investisseurs

Nabanita Merchant, Première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, nabanita.merchant@rbc.com, 416 955-7803

Peter Barnes, Spécialiste principal, Relations avec les investisseurs, peter.barnes@rbc.com, 416 955-7809

À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux

particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte quelque 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 33 à 46. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 49 à 64 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport à l'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis.

RAPPORT DE GESTION SUR LES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Une brève analyse de nos résultats pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2004 est également présentée. Le rapport de gestion de l'exercice, préparé selon les prescriptions de la loi applicables, sera déposé à la fin de décembre 2004. Le rapport de gestion du quatrième trimestre est basé sur l'information financière dressée selon les PCGR des États Unis. Il ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 16, 20, 22 et 23. Les calculs des ratios de capital sont basés sur l'information dressée selon les PCGR du Canada.

APERÇU

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	149 \$	4 %	4 398 \$	4 249 \$
Frais autres que d'intérêt	208 \$	8 %	2 790 \$	2 582 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	192 \$	n.s.	192 \$	-
Charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	130 \$	n.s.	130 \$	-
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances				
Provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances	(15) \$	(11) %	122 \$	137 \$
Provision générale pour pertes sur créances	(25) \$	n.s.	(25) \$	-
Bénéfice par action – dilué	(0,43) \$	(36) %	0,76 \$	1,19 \$
Bénéfice net	(300) \$	(37) %	504 \$	804 \$
Rendement des capitaux propres	(700) p.b.		11,0 %	18,0 %
Bénéfice net des secteurs d'exploitation :				
RBC Banque	(241) \$	(64) %	138 \$	379 \$
RBC Investissements	(29) \$	(23) %	97 \$	126 \$
RBC Assurances	9 \$	15 %	70 \$	61 \$
RBC Marchés des Capitaux	33 \$	25 %	164 \$	131 \$
RBC Services Internationaux	7 \$	16 %	51 \$	44 \$
Autres	(79) \$	n.s.	(16) \$	63 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net s'est établi à 504 millions de dollars au quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2004, en baisse de 300 millions ou 37 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,76 \$, en baisse de 0,43 \$ ou 36 %. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 11,0 %, contre 18,0 % il y a un an.

Nous avons pris des mesures radicales ce trimestre afin de permettre à notre organisation d'accroître la croissance de ses revenus, de même que son efficacité, et d'assurer sa réussite. Le 9 septembre, nous annonçons le réalignement de notre structure organisationnelle, de nos ressources et de nos processus, lequel a pris effet le 1^{er} novembre 2004. Ce réalignement vise à mieux servir nos clients et à accroître l'efficacité de tous nos secteurs d'exploitation, à trouver de nouveaux moyens de générer une croissance plus forte des revenus, ainsi qu'à rationaliser notre organisation et nos processus de manière à accélérer la prise de décisions et leur mise en œuvre et à améliorer la productivité. Dans le cadre de ce réalignement, nous avons regroupé nos cinq secteurs d'exploitation sous trois nouveaux secteurs : 1) le secteur particuliers et entreprises au Canada, qui comprend les services bancaires ainsi que les services de placements et d'assurances au Canada, de même que nos activités d'assurance aux États-Unis et nos activités de réassurance à l'échelle mondiale; 2) le secteur pour la clientèle américaine et internationale, qui comprend les services bancaires et les services de placements aux États-Unis, les services bancaires et les services de courtage dans les Antilles ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale; 3) le secteur des marchés des capitaux mondiaux, qui comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux.

Nous avons décidé d'intégrer toutes nos ressources en matière de systèmes d'information et d'exploitation et de créer un groupe Technologie et exploitation mondiales. Nous prévoyons que la plupart des activités visant à réduire les coûts liés à l'effectif et les frais d'occupation seront menées à terme en 2005. Les résultats découlant des initiatives plus complexes liées à la technologie devraient se concrétiser en 2006 et en 2007.

Nous commencerons à présenter nos résultats financiers en fonction de notre nouvelle structure au premier trimestre de 2005. Nous estimons que ce réalignement nous permettra d'améliorer nos résultats au chapitre du contrôle des charges et de la croissance des revenus au Canada et aux États-Unis, et nous avons par conséquent établi des objectifs financiers plus audacieux pour 2005.

Le sommaire suivant illustre les charges liées au réalignement de l'entreprise pour chaque catégorie et chaque secteur d'exploitation.

Charges liées au réalignement de l'entreprise constatées au quatrième trimestre de 2004

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées à l'effectif	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges	Impôts sur les bénéfices connexes	Total des charges (après impôts)
RBC Banque	62 \$	13 \$	-	75 \$	26 \$	49 \$
RBC Investissements	17 \$	-	-	17 \$	6 \$	11 \$
RBC Assurances	8 \$	-	-	8 \$	3 \$	5 \$
RBC Marchés des Capitaux	25 \$	-	-	25 \$	9 \$	16 \$
RBC Services Internationaux	3 \$	-	-	3 \$	1 \$	2 \$
Autres	51 \$	-	13 \$	64 \$	22 \$	42 \$
Total	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$	67 \$	125 \$

Ce trimestre, nous avons supprimé un certain nombre de postes de cadres de direction et de cadres supérieurs, nous avons commencé à rationaliser nos ressources, et nous avons pris des mesures afin de fermer les bureaux excédentaires. Nous avons également constaté des charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) au cours du trimestre liées au réalignement de l'entreprise, soit 166 millions au titre des charges liées à l'effectif et 26 millions relativement aux charges liées aux locaux et aux autres charges, qui se composent entièrement d'honoraires. Les charges de 166 millions de dollars liées à l'effectif découlent de la suppression de 1 660 postes environ, dont la plupart sont des postes situés au siège social et des postes de soutien considérés comme excédentaires par suite du réalignement de nos cinq secteurs d'exploitation sous trois nouveaux secteurs, et des activités continues de regroupement de nos ressources en matière de technologie de l'information et d'exploitation. Des quelque 1 660 employés (principalement des membres de la haute direction et des cadres supérieurs) touchés par la suppression de postes, environ 40 ont été avisés de leur licenciement le 31 octobre 2004, et la plupart des autres postes devraient être supprimés en 2005. Nous sommes en voie de fermer 38 des 213 succursales de RBC Mortgage aux États-Unis et prévoyons fermer 9 autres succursales de RBC Mortgage et 10 des 275 succursales de RBC Centura en 2005. Le siège de RBC Mortgage situé à Chicago fermera en janvier 2005, et les activités de ce bureau seront exécutées par notre bureau de Houston. Bien que ces mesures aient considérablement réduit le bénéfice trimestriel, nous estimons qu'elles nous permettront d'accroître notre rendement au cours des prochains exercices.

Parallèlement à l'achèvement de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition, le réalignement de notre entreprise a été annoncé. Les résultats de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition, basé sur un modèle d'actualisation des flux de trésorerie, ont indiqué que l'écart d'acquisition attribuable à RBC Mortgage a subi une perte de valeur de 130 millions de dollars. Par conséquent, nous avons inscrit une charge liée à la perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars (avant et après impôts, puisque cette perte de valeur de l'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins fiscales).

Un certain nombre de facteurs ont influé sur nos résultats au quatrième trimestre. La croissance des prêts et des dépôts est demeurée élevée en raison de nos activités de commercialisation continues et du lancement d'autres produits et services, mais leur incidence a toutefois été atténuée en raison des faibles taux d'intérêt et des pressions concurrentielles sur les prêts, qui continuent d'entraîner la compression des écarts liés aux dépôts et aux prêts hypothécaires, ainsi qu'en raison de l'appréciation considérable du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement à l'an dernier. En ce qui concerne les charges, les coûts liés aux avantages sociaux, les salaires, les frais au titre de la rémunération variable et les frais d'occupation ont tous augmenté. L'amélioration continue de l'environnement du crédit a donné lieu à une baisse des prêts à intérêts non comptabilisés et de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre.

L'appréciation de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain (lequel a atteint une moyenne de 0,792 \$ US au quatrième trimestre, contre une moyenne de 0,740 \$ US au quatrième trimestre de 2003) s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains d'environ 12 millions de dollars, par une réduction des revenus de 95 millions et par une diminution des frais autres que d'intérêt de 65 millions. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence ce trimestre par rapport à l'an dernier. Si le dollar canadien se maintient en 2005 au même niveau qu'au quatrième trimestre, il connaîtra une augmentation de 4 % par rapport à une moyenne de 0,762 \$ US en 2004. Cela occasionnera une diminution de la valeur de conversion des revenus, des charges et du bénéfice libellés en dollars américains en 2005.

Le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 s'est établi à 2 839 millions de dollars, en baisse de 197 millions ou 6 %. Ce résultat reflète principalement la hausse de 784 millions de dollars des frais autres que d'intérêt, les charges de 192 millions liées au réalignement de l'entreprise constatées au quatrième trimestre, les charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition, ainsi que la diminution de 55 millions de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2004. Ces facteurs ont largement contrebalancé les avantages liés à la hausse des revenus de 403 millions de dollars, au recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 368 millions et à la baisse de la charge d'impôts. Les revenus autres que de négociation (tels que les revenus tirés de fonds communs de placement, les commissions de courtage en valeurs mobilières, et les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils) ont augmenté, et les revenus tirés des activités d'assurance et ceux découlant de la croissance des prêts et des dépôts ont également progressé. Les activités d'assurance englobent désormais les activités canadiennes de Provident Life and Accident Assurance Company (UnumProvident), acquises le 1^{er} mai 2004. La hausse des frais autres que d'intérêt est en grande partie imputable à l'accroissement des charges liées aux ressources humaines (principalement l'augmentation des coûts relatifs aux avantages sociaux et des frais au titre de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus), ainsi qu'aux coûts de règlement liés au litige avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération au premier trimestre. Les hausses des revenus et des frais autres que d'intérêt sont décrites aux pages 24 et 25.

Le total des revenus au quatrième trimestre a augmenté de 149 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, malgré une réduction des revenus de 95 millions imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation reflète la croissance importante de la moyenne des prêts et des dépôts, qui s'est établie à 14 % et à 8 %, respectivement, ainsi que l'accroissement des revenus de RBC Assurances (qui englobe désormais UnumProvident), de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Services Internationaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 208 millions de dollars ou 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Ce résultat reflète la hausse des coûts liés aux avantages sociaux (qui ont trait principalement aux prestations de retraite, aux avantages postérieurs au départ à la retraite et aux régimes d'épargne des employés), l'augmentation des coûts liés aux salaires (qui tient à l'accroissement du nombre d'employés découlant en grande partie des acquisitions effectuées au cours de la dernière année), la hausse des frais au titre de la rémunération variable (qui tient à la hausse des revenus) et l'augmentation des frais d'occupation. Cette dernière augmentation reflète la contrepassation, au quatrième trimestre de 2003, d'une provision établie précédemment au titre d'un local inoccupé qui a subséquemment été sous-loué. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au quatrième trimestre de 2003 s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 65 millions de dollars.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004, comparativement à 125 millions au dernier trimestre et à 137 millions l'an dernier. Le recul par rapport à l'an dernier découle du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux, du règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux antérieurs et d'une contrepassation de 25 millions de dollars au titre de la provision cumulative générale de RBC Marchés des Capitaux.

Comparativement au troisième trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 264 millions de dollars ou 34 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,39 \$ ou 34 %, résultat qui reflète principalement les charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) ou 0,19 \$ par action liées au réalignement de l'entreprise ainsi que les charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions ou 0,20 \$ par action, constatées ce trimestre.

Au 31 octobre 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 8,9 %, et le ratio du capital total, à 12,4 %, comparativement à 9,7 % et à 12,8 %, respectivement, il y a un an, résultats qui surpassent nos objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

En vertu des PCGR du Canada, le bénéfice net s'est établi à 518 millions de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 228 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,78 \$, en baisse de 0,33 \$ ou 30 %, car les charges de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) ou 0,19 \$ par action liées au réalignement de l'entreprise et les charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions ou 0,20 \$ par action constatées ce trimestre ainsi que la hausse des frais autres que d'intérêt ont largement neutralisé les avantages liés à l'augmentation des revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net de l'exercice s'est chiffré à 2 817 millions de dollars, en baisse de 188 millions ou 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et le bénéfice dilué par action de l'exercice s'est élevé à 4,23 \$, en baisse de 0,16 \$ ou 4 %, résultats qui découlent des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

RÉSULTATS PAR SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Comme il est illustré au tableau présenté à la page 45 (page 59 pour les données selon les PCGR du Canada), le bénéfice net tiré des activités au Canada s'est établi à 466 millions de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 119 millions ou 20 % par rapport à l'an dernier. Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 84 millions de dollars, contre un profit de 86 millions l'an dernier. Le bénéfice net ailleurs à l'étranger s'est chiffré à 122 millions de dollars, en baisse de 11 millions comparativement à l'an dernier.

Le bénéfice net de l'exercice tiré des activités au Canada s'est établi à 2 161 millions de dollars, en hausse de 73 millions ou 4 %. Le bénéfice net tiré des activités aux États-Unis s'est chiffré à 30 millions de dollars pour l'exercice, en baisse de 333 millions ou 92 %. Le bénéfice net ailleurs à l'étranger s'est établi à 648 millions de dollars en 2004, en hausse de 63 millions ou 11 % par rapport à 2003.

RÉSULTATS PAR SECTEURS D'EXPLOITATION

Les résultats financiers par secteurs d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 44 (page 58 pour les données selon les PCGR du Canada). Les résultats financiers par secteurs d'exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2004 et 2003 sont présentés à la page 45 (page 59 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée pour l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2003. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus des montants requis pour soutenir les risques liés aux activités de nos cinq secteurs d'exploitation sont attribués au secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la direction; elles font de temps à autre l'objet de modifications appliquées prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que la mesure du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque et à RBC Marchés des Capitaux au quatrième trimestre de 2004 a diminué par rapport à l'an dernier. Cette diminution découle en partie de la réduction de la valeur de conversion des actifs libellés en dollars américains découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse concernant RBC Marchés des Capitaux est également imputable à l'amoindrissement du risque de crédit, et elle a été compensée en partie par une hausse des capitaux propres affectés à ce secteur en raison de l'accroissement du risque de marché. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances a augmenté, en raison surtout de l'acquisition des activités canadiennes de UnumProvident, le 1^{er} mai 2004.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	24 \$	1 %	1 889 \$	1 865 \$
Frais autres que d'intérêt	116 \$	10 %	1 264 \$	1 148 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	75 \$	n.s.	75 \$	-
Charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	130 \$	n.s.	130 \$	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances				
Provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances	2 \$	2 %	133 \$	131 \$
Provision générale pour pertes sur créances	-	n.s.	-	-
Bénéfice net	(241) \$	(64) %	138 \$	379 \$
Rendement des capitaux propres	(1 250) p.b.		8,0 %	20,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(250) \$	(3) %	7 050 \$	7 300 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net au quatrième trimestre a subi un recul de 241 millions de dollars ou 64 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète les charges de 130 millions de dollars pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage, les charges de 75 millions (49 millions après impôts) constatées ce trimestre relativement au réalignement de l'entreprise et la réduction de valeur de 26 millions (20 millions après impôts) d'une participation dans AOL Canada (une réduction de valeur analogue a été inscrite dans le secteur Autres, comme il est indiqué à la page 23). Parallèlement à l'achèvement de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition, le réalignement de notre entreprise a été annoncé. Les résultats de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition ont indiqué que l'écart d'acquisition attribuable à RBC Mortgage a subi une perte de valeur de 130 millions de dollars. Par conséquent, nous avons inscrit une charge liée à la perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars.

Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 18 millions de dollars des revenus de RBC Banque et un recul de 19 millions de ses frais autres que d'intérêt, ainsi qu'une augmentation du bénéfice net de 1 million par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier.

Le bénéfice au Canada a diminué de 60 millions de dollars ou 17 %, résultat qui reflète en grande partie des charges de 47 millions (30 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise ainsi que la réduction de valeur de 26 millions (20 millions après impôts) d'une participation. Les revenus au Canada se sont accrus, mais ce résultat a été entièrement neutralisé par la hausse des charges. Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 175 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un bénéfice net de 1 million l'an dernier. Cette baisse est principalement imputable aux charges de 130 millions de dollars pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage ainsi qu'aux charges de 28 millions (19 millions après impôts) au titre du réalignement de l'entreprise, qui ont été constatées ce trimestre relativement à RBC Centura et à RBC Mortgage.

Les résultats de RBC Mortgage au quatrième trimestre tiennent compte d'un ajustement de consolidation cumulatif de ses coentreprises de partenariat d'affaires avec des constructeurs d'habitations et des courtiers en immeubles, qui étaient comptabilisées auparavant à la valeur de consolidation. Cet ajustement n'a pas, dans l'ensemble, influé sur le bénéfice net. Il a toutefois donné lieu à un accroissement des revenus de 17 millions de dollars au quatrième trimestre, à une augmentation des frais autres que d'intérêt de 10 millions et à une hausse de la part des actionnaires sans contrôle de 7 millions.

Les revenus ont connu une hausse de 24 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier, malgré un recul de 18 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. Les revenus au Canada ont augmenté de 51 millions de dollars ou 3 %, car la forte augmentation de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts, qui s'est établie à 10 % et à 6 %, respectivement, ainsi que la hausse des revenus tirés de frais ont été partiellement neutralisées par la compression des écarts liés aux prêts hypothécaires et aux dépôts de même que par la réduction de valeur de 26 millions (20 millions après impôts) d'une participation. Les revenus aux États-Unis ont diminué de 24 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Les revenus de RBC Centura ont reculé de 39 millions de dollars ou 16 % (11 % en dollars américains), malgré la forte croissance des prêts, en raison des gains de 21 millions (13 millions après impôts) réalisés l'an dernier à la vente de succursales et de la baisse du revenu net d'intérêt tiré de son portefeuille de placements, qui tient à la hausse des coûts de financement et aux rendements moindres. Les revenus de RBC Mortgage ont augmenté de

15 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour s'établir à 23 millions, résultat qui reflète l'ajustement relatif aux coentreprises de partenariat d'affaires dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 116 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Au Canada, les charges ont augmenté de 97 millions de dollars ou 11 %, dont une tranche de 47 millions est imputable à la hausse des coûts liés aux avantages sociaux et des autres frais de rémunération. De plus, nous avons comptabilisé des coûts accrus relativement à la publicité, au marketing et aux honoraires. Les charges aux États-Unis ont pour leur part augmenté de 14 millions de dollars ou 6 %.

Comme il est illustré au tableau à la page 14, les charges liées au réalignement de l'entreprise se sont établies à 75 millions de dollars (49 millions après impôts), soit 47 millions (30 millions après impôts) au Canada et 28 millions (19 millions après impôts) aux États-Unis, où nous avons également comptabilisé des charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage.

Le rendement des capitaux propres a reculé pour s'établir à 8,0 % par rapport à 20,5 % il y a un an, en raison de la baisse du bénéfice ce trimestre.

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 1 287 millions de dollars, en baisse de 267 millions ou 17 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice au Canada a progressé de 66 millions de dollars ou 5 % en raison de la forte croissance des prêts et des dépôts, de la hausse du revenu provenant des services tarifés, de la baisse des impôts sur les bénéfices et de la contrepassation, au premier trimestre de 2004, d'un montant de 76 millions (49 millions après impôts) au titre de la provision cumulative générale, résultats qui ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêt, par la hausse des coûts liés aux avantages sociaux et des autres frais de rémunération, ainsi que par les charges liées au réalignement de l'entreprise comptabilisées au quatrième trimestre. Le bénéfice aux États-Unis a reculé de 324 millions de dollars, en raison des charges de 130 millions pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage, de la diminution des volumes de montage et des marges de RBC Mortgage, des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura, ainsi que des charges de 28 millions (19 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise. Au cours du trimestre, nous avons réexaminé la présentation de l'information sur les secteurs d'exploitation et déterminé qu'il y avait lieu de reclasser les variations à la valeur de marché de certains dérivés attribuables à RBC Mortgage qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture dans le secteur RBC Banque, étant donné que ce dernier gère activement ces activités, tandis que la trésorerie générale fournit des services-conseils à leur égard. Par conséquent, les pertes au titre de certaines couvertures économiques de 22 millions de dollars (13 millions après impôts) comprises dans le secteur Autres au troisième trimestre de 2004 ont été reclassées dans le secteur RBC Banque. Ce reclassement a fait en sorte que le bénéfice net tiré des activités de RBC Banque aux États-Unis déclaré au troisième trimestre de 2004 a diminué et s'est établi à 3 millions de dollars, et que le bénéfice net total de RBC Banque a reculé et s'est chiffré à 376 millions.

RBC Investissements

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	2 \$	-	916 \$	914 \$
Frais autres que d'intérêt	38 \$	5 %	760 \$	722 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	17 \$	n.s.	17 \$	-
Bénéfice net	(29) \$	(23) %	97 \$	126 \$
Rendement des capitaux propres	(440) p.b.		14,6 %	19,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	-	-	2 600 \$	2 600 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net du quatrième trimestre s'est chiffré à 97 millions de dollars, en baisse de 29 millions par rapport à l'an dernier. Ce résultat est en grande partie imputable aux gains de 16 millions de dollars (13 millions après impôts) comptabilisés l'an dernier relativement à la vente d'une participation, aux charges de 17 millions (11 millions après impôts) constatées ce trimestre relativement au réalignement de l'entreprise ainsi qu'au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a entraîné une diminution du bénéfice net de 10 millions (7 millions après impôts).

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 25 millions de dollars, en baisse de 10 millions comparativement à l'an dernier, en raison des charges de 8 millions (5 millions après impôts) liées au réaligement de l'entreprise, du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, lequel a donné lieu à une baisse de 3 millions (2 millions après impôts) du bénéfice net, ainsi que de la diminution des commissions tirées des activités sur les marchés financiers et des revenus tirés des activités de négociation, résultats qui ont été contrebalancés en partie par la réduction des frais de rémunération au titre de la rétention.

Le total des revenus a connu une hausse de 2 millions de dollars par rapport à l'an dernier, malgré une réduction de 39 millions découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'accroissement du revenu net d'intérêt, des revenus tirés des fonds communs de placement et des revenus tirés des actifs liés aux services tarifés a largement neutralisé l'incidence du recul des revenus tirés des activités de courtage et des commissions de courtage ainsi que le gain de 16 millions de dollars à la vente d'une participation, l'an dernier. Les revenus tirés des actifs des fonds communs de placement canadiens ont progressé de 5,5 milliards de dollars ou 15 % et se sont établis à 42,3 milliards au 31 octobre 2004, résultat qui reflète des ventes nettes de 2,9 milliards de dollars et une appréciation du capital de 2,6 milliards. Les biens administrés dans le cadre des services de courtage traditionnel au Canada ont progressé de 8 % et se sont établis à 111 milliards de dollars, et les biens administrés dans le cadre des services de courtage aux États-Unis ont connu une hausse de 14 % et se sont chiffrés à 111 milliards de dollars US.

La croissance de 38 millions de dollars des frais autres que d'intérêt reflète principalement la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, qui a été neutralisée en partie par un recul de 10 millions des frais de rémunération au titre de la rétention. Le raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 29 millions de dollars.

Les charges liées au réaligement de l'entreprise se sont établies à 17 millions de dollars (11 millions après impôts), en raison des charges au titre des indemnités de départ liées à la réduction de l'effectif.

Le rendement des capitaux propres a diminué pour s'établir à 14,6 % par rapport à 19,0 % l'an dernier, résultat qui reflète la baisse du bénéfice.

Le bénéfice net de l'exercice a progressé de 78 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier et s'est établi à 490 millions, malgré une réduction de 29 millions découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cette croissance est attribuable au solide rendement des activités de courtage aux États-Unis et au Canada et des activités de gestion d'actifs au Canada. Le bénéfice net tiré des activités aux États-Unis a augmenté de 30 millions de dollars (27 millions de dollars US) et s'est chiffré à 118 millions (90 millions de dollars US), en raison principalement du rendement solide des activités de courtage aux États-Unis.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Primes nettes acquises	63 \$	15 %	481 \$	418 \$
Revenu de placement	11 \$	14 %	90 \$	79 \$
Revenus tirés de frais	(1) \$	(2) %	50 \$	51 \$
Total des revenus – primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés	73 \$	13 %	621 \$	548 \$
Indemnités et sinistres liés aux titulaires de polices	20 \$	6 %	340 \$	320 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	8 \$	12 %	74 \$	66 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	28 \$	7 %	414 \$	386 \$
Frais autres que d'intérêt	24 \$	22 %	132 \$	108 \$
Charges liées au réaligement de l'entreprise	8 \$	n.s.	8 \$	-
Bénéfice net	9 \$	15 %	70 \$	61 \$
Rendement des capitaux propres	(140) p.b.		25,0 %	26,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	200 \$	22 %	1 100 \$	900 \$

n.s – non significatif

Le bénéfice net du quatrième trimestre a connu une hausse de 9 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier, qui reflète l'augmentation du bénéfice lié aux activités d'assurances vie et maladie (qui englobent désormais UnumProvident) et d'assurances habitation et automobile au Canada, ainsi que l'accroissement du bénéfice aux États-Unis, qui ont entièrement neutralisé la baisse du bénéfice tiré des activités de réassurance ainsi que les charges de 8 millions (5 millions après impôts) liées au réaligement de l'entreprise. Les activités aux États-Unis se sont traduites par une contribution de 5 millions de dollars (4 millions de dollars US) au bénéfice net, comparativement à une perte nette de 5 millions (4 millions de dollars US) l'an dernier. Le rendement tiré des activités de réassurance reflète l'accroissement du coût des sinistres liés aux produits de réassurance IARD, lequel découle des ouragans qui ont récemment frappé le sud-est des États-Unis et les Antilles.

Comme il était mentionné au trimestre précédent, au 1^{er} août 2004, les activités acquises de UnumProvident (qui consistent principalement en assurances individuelles et collectives à prestations du vivant) le 1^{er} mai 2004 ont été intégrées aux activités d'assurances vie et maladie au Canada.

Les résultats de 2003 incluaient un bloc important d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées en 2004. Ce bloc s'était traduit par une augmentation de 71 millions de dollars du total des revenus et par une hausse de 71 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2003, et il n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net l'an dernier.

Les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 73 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la croissance des revenus de 148 millions tirés des activités d'assurances vie et maladie (principalement exercées par UnumProvident) et d'assurances habitation et automobile au Canada, laquelle a largement contrebalancé le non-renouvellement du bloc d'activités de réassurance de 71 millions. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont pour leur part augmenté de 28 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, la hausse de 101 millions découlant des activités d'assurances vie et maladie et d'assurances habitation et automobile au Canada ayant totalement contrebalancé la réduction de 71 millions imputable au non-renouvellement d'un bloc d'activités de réassurance.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 24 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la croissance des activités, y compris celles découlant de l'acquisition de UnumProvident.

Les charges liées au réaligement de l'entreprise se sont établies à 8 millions de dollars, en raison surtout des charges au titre des indemnités de départ liées à la réduction de l'effectif au Canada et aux États-Unis.

Le rendement des capitaux propres a diminué de 140 points de base et s'est établi à 25,0 %, résultat qui reflète l'augmentation de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances, qui a entièrement neutralisé l'incidence de la hausse du bénéfice net.

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 271 millions de dollars, soit un résultat record en hausse de 43 millions ou 19 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice tiré des activités d'assurances vie et maladie et d'assurances habitation et automobile au Canada. De plus, le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 13 millions de dollars (10 millions de dollars US), comparativement à 8 millions (5 millions de dollars US) en 2003.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 67 millions de dollars, en hausse de 9 millions ou 16 % par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net de l'exercice s'est chiffré à 256 millions de dollars, en hausse de 40 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Conformément aux PCGR du Canada, les ventes de polices d'assurance-vie universelle et de rentes sont constatées à titre de revenus, une hausse équivalente des indemnités et des sinistres liés aux polices d'assurance étant comptabilisée.

RBC Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	55 \$	9 %	687 \$	632 \$
Frais autres que d'intérêt	37 \$	9 %	468 \$	431 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	25 \$	n.s.	25 \$	-
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances				
Provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances	(16) \$	n.s.	(1) \$	15 \$
Provision générale pour pertes sur créances	(25) \$	n.s.	(25) \$	-
Bénéfice net	33 \$	25 %	164 \$	131 \$
Rendement des capitaux propres	520 p.b.		18,7 %	13,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(200) \$	(5) %	3 500 \$	3 700 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net du quatrième trimestre a progressé de 33 millions de dollars ou 25 % comparativement à l'an dernier, malgré les charges de 25 millions (16 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise constatées ce trimestre et la réduction du bénéfice net de 14 millions (9 millions après impôts) découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation du bénéfice reflète la hausse des revenus tirés des placements privés de titres de créance et de participation ainsi que le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances, comparativement à la période correspondante de l'an dernier.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 60 millions de dollars, comparativement à 54 millions l'an dernier, en raison principalement de la contrepassation d'un montant de 14 millions (9 millions après impôts) au titre de la provision cumulative générale, compensée en partie par les charges de 3 millions après impôts liées au réalignement de l'entreprise constatées ce trimestre.

Les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV », qui sont principalement certains fonds multicédants) ont dû être consolidées en vertu du bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, *Consolidation of Variable Interest Entities* (FIN 46R), lequel a pris effet au premier trimestre de 2004. La consolidation des EDDV a donné lieu à une augmentation des revenus de 11 millions de dollars, une hausse des frais autres que d'intérêt de 10 millions et un accroissement de la part des actionnaires sans contrôle de 1 million. Les fonds multicédants ont fait l'objet d'une déconsolidation à la fin du quatrième trimestre, par suite d'une restructuration.

Le total des revenus a connu une hausse de 55 millions de dollars ou 9 %, malgré une réduction de 27 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. Cette hausse reflète l'augmentation des revenus tirés des placements privés de titres de créance et de participation, qui découlent des gains de 36 millions de dollars (23 millions après impôts) comptabilisés ce trimestre, comparativement à des pertes de 41 millions (29 millions après impôts) constatées au quatrième trimestre de 2003. La hausse des revenus découlant des activités de négociation, principalement des activités de négociation de titres de participation, a été neutralisée en partie par le rendement moindre des activités de banque d'investissement et des activités connexes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 41 millions de dollars, en raison principalement de la contrepassation d'un montant de 25 millions au titre de la provision cumulative générale. Ce recul reflète également l'amélioration des conditions du crédit et le recouvrement accru des pertes sur créances.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 37 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout des charges au titre des EDDV, des charges liés au litige en cours avec Enron et de la hausse des frais au titre de la rémunération variable. L'appréciation du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 12 millions de dollars.

Les charges liées au réalignement de l'entreprise se sont élevées à 25 millions de dollars et elles se composent de charges au titre des indemnités de départ liées à la réduction de l'effectif.

Le rendement des capitaux propres a augmenté, passant à 18,7 % comparativement à 13,5 % il y a un an, résultat qui reflète la hausse du bénéfice et une baisse de 200 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites à la page 16.

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 658 millions de dollars, soit un résultat record en hausse de 167 millions ou 34 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, malgré une baisse de 74 millions du bénéfice net au premier trimestre de cette année découlant du règlement avec Rabobank, des revenus moindres tirés des activités de négociation et de la réduction de 33 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. La hausse du bénéfice reflète le solide rendement des services de banque d'investissement et des activités connexes, y compris la prise ferme de titres de créance et de participation, les rendements supérieurs tirés des placements privés de titres de créance et de participation, et le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la contrepassation d'un montant de 85 millions de dollars au titre de la provision cumulative générale, à l'amélioration des conditions du crédit, ainsi qu'au recouvrement accru des pertes sur créances.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 171 millions de dollars, en hausse de 44 millions par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 625 millions de dollars, en hausse de 117 millions ou 23 % par rapport à l'an dernier, pour les mêmes raisons que celles dont il est fait mention ci-dessus.

Les différences entre les résultats présentés selon les PCGR des deux pays découlent principalement de l'incidence de la NOC-13, Relations de couverture, qui ne permet pas la constatation séparée de certains dérivés intégrés à la juste valeur jusqu'à sa réalisation, et de la comptabilisation des EDDV (principalement certains fonds multicédants pour la plus grande partie du quatrième trimestre), qui est exigée en vertu du FIN 46R, comme cela est mentionné ci-dessus, mais non selon les PCGR du Canada.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	15 \$	7 %	231 \$	216 \$
Frais autres que d'intérêt	-	-	159 \$	159 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	3 \$	n.s.	3 \$	-
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances				
Provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances	(2) \$	n.s.	(2) \$	-
Provision générale pour pertes sur créances	-	n.s.	-	-
Bénéfice net	7 \$	16 %	51 \$	44 \$
Rendement des capitaux propres	530 p.b.		32,3 %	27,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	-	-	650 \$	650 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net du quatrième trimestre a augmenté de 7 millions de dollars ou 16 % comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent, car la croissance des revenus a largement surpassé l'augmentation des coûts. Les revenus ont progressé de 15 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de la hausse des soldes des dépôts et des commissions liées aux activités de prêt de titres.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés.

Les charges liées au réalignement de l'entreprise se sont chiffrées à 3 millions de dollars et elles se composent entièrement de charges au titre des indemnités de départ liées à la réduction de personnel.

Un recouvrement de pertes sur créances de 2 millions de dollars a été constaté ce trimestre, à la suite de la vente d'une facilité de crédit consentie par notre groupe Institutions financières mondiales.

Le rendement des capitaux propres a augmenté, passant à 32,3 % comparativement à 27,0 % l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice.

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 224 millions de dollars, en hausse de 46 millions ou 26 %. Ce résultat reflète la croissance élevée des revenus dans tous les secteurs d'exploitation, la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a diminué de 19 millions de dollars (12 millions après impôts) par rapport à 2003, en raison d'une contrepassation au titre de la provision générale pour pertes sur créances effectuée au premier trimestre et de la vente de facilités de crédit aux deuxième et quatrième trimestres, ainsi que la gestion efficace des coûts.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Total des revenus	(20) \$	(27) %	54 \$	74 \$
Frais autres que d'intérêt	(7) \$	(50) %	7 \$	14 \$
Charges liées au réalignement de l'entreprise	64 \$	n.s.	64 \$	-
Bénéfice net	(79) \$	n.s.	(16) \$	63 \$
Rendement des capitaux propres	(1 310) p.b.		(2,7) %	10,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	650 \$	28 %	2 950 \$	2 300 \$

n.s. – non significatif

Le secteur Autres, qui comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information, a enregistré une perte nette de 16 millions de dollars au quatrième trimestre, comparativement à un bénéfice de 63 millions l'an dernier. La perte enregistrée ce trimestre comprend des charges de 64 millions de dollars (42 millions après impôts) liées au réalignement de l'entreprise et une réduction de valeur de 26 millions (20 millions) d'une participation dans AOL Canada (une réduction de valeur analogue a été inscrite dans les résultats de RBC Banque, comme il est mentionné à la page 17), contrebalancés en partie par les plus-values de certaines positions sur dérivés.

La perte nette de l'exercice s'est chiffrée à 91 millions de dollars, soit un résultat en baisse par rapport au bénéfice net de 173 millions enregistré en 2003. Cette perte reflète principalement les éléments déclarés au quatrième trimestre dont il est fait mention ci-dessus ainsi que la charge de 46 millions de dollars (30 millions après impôts) au titre de pertes sur des placements en actions, les charges de 68 millions (45 millions après impôts) liées aux ajustements de consolidation effectués pour éliminer les honoraires de prise ferme intersociétés ainsi que les gains et les pertes de négociation sur les titres de RBC détenus par des filiales, et pour contrebalancer en partie un gain constaté par RBC Centura à la vente de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Solutions Moneris Inc., car nous détenons une participation de 50 % dans la coentreprise Moneris. Nous avons également engagé des coûts de 19 millions de dollars (12 millions après impôts) liés à l'interruption des activités de traitement survenue au troisième trimestre. Cette interruption, qui s'est produite lors de la mise à jour des programmes de l'un de nos systèmes informatiques, a influé sur notre capacité à rendre compte rapidement de certaines transactions dans les soldes des comptes des clients, et elle a touché la plupart de nos secteurs d'exploitation. Au cours du trimestre, nous avons réexaminé la présentation de l'information sur les secteurs d'exploitation et déterminé qu'il y avait lieu de reclasser les variations à la valeur de marché de certains dérivés attribuables à RBC Mortgage qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture dans le secteur RBC Banque, étant donné que ce dernier gère activement ces activités, tandis que la trésorerie générale fournit des services-conseils à leur égard. Par conséquent, les pertes au titre de certaines couvertures économiques de 22 millions de dollars (13 millions après impôts) comprises dans le secteur Autres au troisième trimestre de 2004 ont été reclassées dans le secteur RBC Banque.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

La perte nette au quatrième trimestre s'est établie à 10 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 25 millions comparativement à un bénéfice net de 15 millions l'an dernier. La perte nette de l'exercice s'est chiffrée à 70 millions de dollars, soit un résultat en baisse contre un bénéfice net de 133 millions en 2003. Les différences entre les résultats présentés selon les PCGR des deux pays découlent en grande partie des différences qui existent entre les normes américaines et canadiennes aux fins de la comptabilisation des dérivés et des activités de couverture.

PRIORITÉ FINANCIÈRE : CROISSANCE ET DIVERSIFICATION DES REVENUS

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4/04 par rapport au T4/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 octobre 2004	31 octobre 2003
Revenu net d'intérêt	133 \$	8 %	1 725 \$	1 592 \$
Revenus autres que d'intérêt	16 \$	1 %	2 673 \$	2 657 \$
Total des revenus	149 \$	4 %	4 398 \$	4 249 \$

Le total des revenus au quatrième trimestre a augmenté de 149 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, malgré la réduction des revenus de 95 millions imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cette augmentation tient à la croissance solide de la moyenne des prêts et des dépôts, qui s'est élevée à 14 % et à 8 %, respectivement, ainsi qu'à la hausse des revenus de RBC Assurances (qui englobe désormais UnumProvident), de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Services Internationaux.

Les revenus de l'exercice ont progressé de 403 millions de dollars ou 2 % par rapport à 2003, malgré la réduction de 500 millions découlant du raffermissement du dollar canadien et le recul de 169 millions du total des revenus tirés des activités de négociation (qui sont compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt). L'augmentation découle de la hausse des revenus autres que de négociation (revenus tirés de fonds communs de placement, commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils et commissions de gestion de placements et de services de garde) tirés des activités sur les marchés financiers, de l'accroissement des revenus tirés des activités d'assurance (qui englobent désormais UnumProvident), ainsi que de la croissance solide des prêts et des dépôts.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 133 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier, malgré la baisse de 23 millions imputable au raffermissement du dollar canadien. Les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt ont progressé de 65 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse du revenu net d'intérêt découlant des diverses stratégies aux fins des activités de négociation.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a régressé, passant de 1,55 % l'an dernier à 1,51 %, en raison de la compression des écarts liés aux prêts hypothécaires et aux dépôts au pays, qui tient à une baisse des taux d'intérêt et aux pressions concurrentielles sur les prix, ainsi que des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura, qui découlent de la hausse des coûts de financement et des rendements moindres.

Le revenu net d'intérêt de l'exercice a progressé de 106 millions de dollars ou 2 % par rapport à 2003, en raison de la hausse de 227 millions des revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt ainsi que de la croissance des prêts et des dépôts, qui ont été contrebalancées en partie par l'incidence du rétrécissement des marges. La marge nette d'intérêt de l'exercice s'est établie à 1,48 %, en baisse comparativement à 1,64 % en 2003, en raison des mêmes facteurs que ceux ayant entraîné la baisse au quatrième trimestre.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 16 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, malgré une réduction de 72 millions découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 73 millions de dollars ou 13 % pour les raisons décrites à la page 20; les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 43 millions ou 25 %, en raison de l'accroissement des actifs des fonds communs de placement et de l'augmentation du pourcentage de fonds à long terme; les commissions de crédit ont progressé de 17 millions ou 40 %, ce qui reflète un ajustement comptable non récurrent lié aux garanties effectué l'an dernier; le gain à la vente de titres s'est établi à 26 millions, en hausse de 13 millions comparativement à l'an dernier; les revenus sur cartes ont progressé de 8 millions ou 9 %.

Les revenus tirés des activités de négociation compris dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 82 millions de dollars ou 20 % (même si, en tenant compte des revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt, le total des revenus tirés des activités de négociation a diminué de 17 millions uniquement, en raison du recul des revenus tirés des activités de négociation de RBC Investissements aux États-Unis). Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont diminué de 24 millions de dollars ou 10 %, en raison des rendements moindres des activités liées aux services de banque d'investissement au Canada et aux États-Unis.

Les revenus autres que d'intérêt de l'exercice ont progressé de 297 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, malgré une baisse de 396 millions des revenus tirés des activités de négociation, pour les raisons concernant les revenus de l'exercice dont il est fait mention ci-dessus.

PRIORITÉ FINANCIÈRE : CONTRÔLE DES COÛTS

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 208 millions de dollars ou 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Ce résultat reflète la hausse des coûts liés aux avantages sociaux (qui ont trait principalement aux prestations de retraite, aux avantages postérieurs au départ à la retraite et aux régimes d'épargne des employés), l'augmentation des coûts liés aux salaires (qui tient à l'accroissement du nombre d'employés découlant en grande partie des acquisitions effectuées au cours de la dernière année), la hausse des frais au titre de la rémunération variable (qui tient à la hausse des revenus) et l'augmentation des frais d'occupation. Cette dernière augmentation reflète la contrepassation, au quatrième trimestre de 2003, d'une provision établie précédemment au titre d'un local inoccupé qui a subséquemment été sous-loué. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au quatrième trimestre de 2003 s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 65 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêt de l'exercice ont augmenté de 784 millions de dollars ou 8 %, en raison principalement de l'accroissement des charges liées aux ressources humaines (principalement l'augmentation des coûts liés aux avantages sociaux et des frais au titre de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus), ainsi qu'en raison des coûts de règlement liés au litige avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération au premier trimestre. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 345 millions de dollars.

PRIORITÉ FINANCIÈRE : EXCELLENCE DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2004, en baisse de 163 millions par rapport à la fin du troisième trimestre de 2004 et de 486 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 47, les prêts à intérêts non comptabilisés aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 165 millions de dollars par rapport au dernier trimestre et de 455 millions comparativement à l'an dernier. Ce résultat découle principalement de la réussite des efforts de recouvrement, qui ont fait en sorte que certains prêts douteux ont été remboursés, restructurés ou vendus, ainsi que de l'amélioration générale de l'environnement du crédit, laquelle s'est traduite par une réduction du nombre de nouveaux prêts douteux. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 0,64 %, comparativement à 0,71 % au troisième trimestre et à 0,98 % l'an dernier.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003
PCGR des États-Unis			
Provision spécifique attribuée	122 \$	125 \$	137 \$
Provision générale attribuée	(11)	18	7
Total de la provision attribuée	111 \$	143 \$	144 \$
Provision générale non attribuée	(14)	(18)	(7)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	97 \$	125 \$	137 \$
Ratios (PCGR des États-Unis)			
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	243 549 \$	240 071 \$	219 445 \$
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,20 %	0,21 %	0,25 %
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	122 \$	125 \$	140 \$
Provision générale			
Attribuée	(11) \$	18 \$	7 \$
Non attribuée	(14)	(18)	(7)
Total de la provision générale	(25) \$	-	-
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	97 \$	125 \$	140 \$

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessus, le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004, comparativement à 125 millions au dernier trimestre et à 137 millions l'an dernier. Le recul par rapport à l'an dernier découle de la réduction du nombre de nouveaux prêts douteux, du règlement favorable d'un certain nombre de prêts douteux existants ayant donné lieu à une baisse des provisions spécifiques pour pertes sur créances, ainsi que de la contrepassation d'un montant de 25 millions de dollars au titre de la provision cumulative générale de RBC Marchés des Capitaux au quatrième trimestre.

Les provisions spécifiques attribuées, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, se sont établies à 0,20 % ce trimestre, comparativement à 0,21 % au troisième trimestre et à 0,25 % l'an dernier.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 210 millions de dollars ou 0,41 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 183 millions ou 0,36 % au troisième trimestre de 2004 et à 211 millions ou 0,47 % l'an dernier. L'augmentation par rapport au dernier trimestre tient surtout à la fermeture de comptes liés à des prêts classés précédemment comme des prêts à intérêts non comptabilisés, principalement des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Les provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances de l'exercice se sont établies à 522 millions de dollars, soit 0,22 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente ou 0,27 % de la moyenne des prêts et des acceptations, comparativement à 715 millions, soit 0,33 % et 0,40 %, respectivement, l'an dernier. Nous estimons qu'un ratio des provisions spécifiques par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations est plus significatif qu'un ratio fondé sur la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente. Nous avons par conséquent établi de nouveaux objectifs à moyen terme et de nouveaux objectifs pour 2005, qui sont basés sur le nouveau ratio et en fonction desquels nous évaluerons notre rendement dans l'avenir.

Au 31 octobre 2004, la provision cumulative générale se chiffrait à 1 227 millions de dollars, et la provision cumulative spécifique attribuée, à 487 millions. Le total de la provision cumulative pour pertes sur créances s'est par conséquent établi à 1 714 millions de dollars, en baisse par rapport à 2 164 millions l'an dernier. Cette baisse est en grande partie attribuable à la réduction de la provision cumulative spécifique attribuée au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements (qui découle du nombre moins élevé de nouveaux prêts à intérêts non comptabilisés et de la fermeture de comptes liés à des prêts classés précédemment comme des prêts à intérêts non comptabilisés, par suite de radiations et de contrepassations), ainsi qu'à la contrepassation d'une tranche de 150 millions de dollars de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004 et d'une tranche de 25 millions au quatrième trimestre.

PRIORITÉ FINANCIÈRE : GESTION DU BILAN ET DU CAPITAL

Actif

Le total de l'actif se chiffrait à 447,7 milliards de dollars au 31 octobre 2004, en hausse de 35,1 milliards ou 9 % comparativement au 31 octobre 2003.

Par rapport au 31 octobre 2003, les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 16,6 milliards de dollars, qui reflète la demande élevée pour des prêts en raison des faibles taux d'intérêt. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 0,5 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux au cours de la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2004), en raison principalement de l'augmentation des emprunts de titres; les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5,4 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 5,0 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2004). Les prêts aux particuliers se sont accrus de 4,7 milliards de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 1,6 milliard. Les autres actifs ont connu une hausse de 16,3 milliards de dollars, en raison surtout de l'augmentation des montants à recevoir des courtiers découlant à la fois de l'accroissement des activités et des améliorations que nous avons apportées au processus d'établissement des renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction et de l'augmentation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêt de titres.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 octobre 2004 a donné lieu à une baisse d'environ 5 milliards de dollars et 3 milliards, respectivement, de la valeur de conversion des titres et des prêts libellés en dollars américains.

Au cours du trimestre, nous avons restructuré certains programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons, et nous ne sommes plus tenus de consolider ces actifs conformément au FIN 46R. Le montant de ces actifs que nous avons consolidé et inscrit à notre bilan aux trimestres antérieurs s'établit à 8,6 milliards de dollars au 31 janvier 2004, à 7,4 milliards au 30 avril 2004 et à 7,8 milliards au 31 juillet 2004.

Au 31 juillet 2004, les actifs des fonds multicédants se composaient principalement de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 3,8 milliards de dollars, de prêts aux particuliers de 3,1 milliards et de prêts sur cartes de crédit de 0,9 milliard. Afin de procéder à une analyse significative, les soldes au 31 juillet 2004 dont il est question dans la présente analyse ne tiennent pas compte de ces actifs.

Le total de l'actif a augmenté de 0,1 milliard de dollars par rapport au solde de 447,6 milliards au 31 juillet 2004. Les autres actifs se sont accrus de 11,1 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation des montants se rapportant aux dérivés, laquelle découle de la plus-value des contrats sur devises. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 2,6 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 1,0 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre). Les prêts aux particuliers ont progressé de 1,0 milliard de dollars, les soldes de cartes de crédit se sont accrus de 0,1 milliard, et les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 0,5 milliard (compte tenu de la titrisation de 0,2 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux). Les titres ont subi une baisse de 9,0 milliards de dollars ou 7 %, qui tient principalement à une réduction des titres liée à nos activités de financement et de gestion des liquidités ce trimestre ainsi qu'au recul découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les actifs acquis en vertu de conventions de revente ont diminué de 3,1 milliards de dollars.

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 271,6 milliards de dollars, en hausse de 11,1 milliards ou 4 % par rapport au 31 octobre 2003 et en baisse de 6,6 milliards ou 2 % comparativement au 31 juillet 2004. Les dépôts portant intérêt ont progressé de 7,2 milliards de dollars ou 3 % par rapport au 31 octobre 2003, et ils ont diminué de 6,5 milliards ou 3 % comparativement au 31 juillet 2004. Les dépôts ne portant pas intérêt ont augmenté de 3,9 milliards de dollars ou 14 % par rapport au 31 octobre 2003 et baissé de 0,1 milliard comparativement au 31 juillet 2004.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 octobre 2004 a entraîné une baisse d'environ 8 milliards de dollars de la valeur de conversion des dépôts libellés en dollars américains.

Capital

Actions de trésorerie

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2004, nous avons inscrit à titre de déduction des capitaux propres (au poste Actions de trésorerie) les actions de la Banque Royale du Canada acquises et détenues par des employés en vertu de structures de rémunération et par d'autres filiales pour des raisons autres que l'annulation.

Gestion du capital

Comme il est mentionné aux pages 59 et 60 de notre rapport annuel 2003, la gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Au 31 octobre 2004, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 8,9 %, et notre ratio du capital total, à 12,4 %, comparativement à 9,7 % et à 12,8 %, respectivement, il y a un an. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. La baisse de 80 points de base de notre ratio du capital de première catégorie par rapport à l'an dernier découle principalement d'une hausse de 16 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques, qui s'établissait à 183 milliards au 31 octobre 2004. Notre ratio actif/capitaux propres est demeuré inférieur au plafond permis par le BSIF.

Activités de gestion du capital

Au cours du quatrième trimestre, nous avons racheté 150 millions de dollars de débentures subordonnées.

En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une durée de un an qui a commencé le 24 juin 2004, nous pouvons racheter un nombre maximal de 25 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté 4,7 millions d'actions ordinaires en vertu de cette offre pour un montant de 289 millions de dollars, soit un prix moyen de 60,79 \$. Durant l'exercice, nous avons racheté un total de 14,6 millions d'actions ordinaires pour un montant de 892 millions de dollars. De ce nombre, 6,4 millions d'actions ordinaires ont été rachetées pour un montant de 388 millions de dollars, soit un prix moyen de 60,56 \$ par action, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant pris effet le 24 juin 2004. Ceci signifie que 18,6 millions d'actions peuvent encore être rachetées en vertu de cette offre.

GESTION DU RISQUE

Risque d'illiquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 31 octobre 2004, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003, sont expliqués plus en détail aux pages 57, 62 et 63 de ce rapport annuel.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 31 octobre 2004, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 185 milliards de dollars ou 41 % du total de l'actif, soit un résultat en hausse par rapport à 178 milliards ou 43 % au 31 octobre 2003 et un résultat en baisse comparativement à 197 milliards ou 43 % au 31 juillet 2004. Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, la moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 197 milliards de dollars ou 43 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 173 milliards ou 42 % l'an dernier et à 204 milliards ou 44 % au dernier trimestre. Au 31 octobre 2004, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 64 milliards de dollars avaient été donnés en gage ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 60 milliards de dollars au 31 octobre 2003 et en baisse comparativement à 66 milliards au 31 juillet 2004.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2003, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR) et d'autres mesures décrites dans notre rapport annuel 2003.

Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 31 octobre 2004 et 2003; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du quatrième trimestre de 2004 sont supérieurs à ceux du quatrième trimestre de 2003. Cette augmentation découle principalement de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation découlant des activités de prise ferme de titres de participation. À la fin du quatrième trimestre, la VAR globale et celle liée aux activités de négociation de titres de participation se situaient de nouveau dans leur fourchette historique habituelle.

Activités de négociation⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004				Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	4 \$	20 \$	12 \$	4 \$	4 \$	12 \$	7 \$	4 \$
Change et marchandises	2	5	3	2	2	7	3	1
Taux d'intérêt – risque de marché général	8	14	9	6	8	11	8	6
Taux d'intérêt – risques spécifiques ⁽²⁾	2	2	1	1	-	-	-	-
VAR globale⁽³⁾	10 \$	23 \$	16 \$	9 \$	8 \$	13 \$	12 \$	8 \$

⁽¹⁾ Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

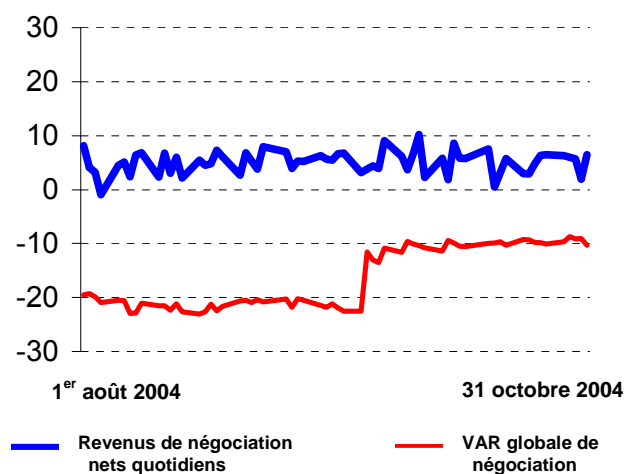
⁽²⁾ Avant le troisième trimestre de 2004, le risque de marché général et les risques spécifiques liés aux taux d'intérêt étaient présentés ensemble à titre de risque de taux d'intérêt.

⁽³⁾ La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.

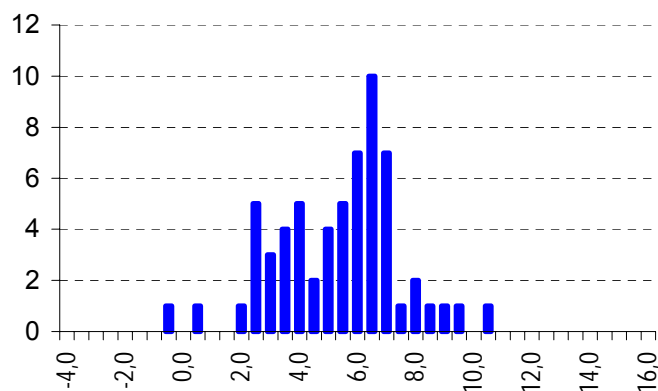
Le graphique présenté ci-après illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004. Au cours du quatrième trimestre, nous avons connu une séance de négociation marquée par une perte nette.

Les graphiques ci-dessous indiquent les revenus de négociation nets quotidiens par rapport aux montants de la VAR globale de négociation ainsi qu'un histogramme des revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004. Au cours du quatrième trimestre, une seule journée a affiché des pertes nettes de négociation.

Revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation (en millions de dollars canadiens)



Histogramme – Revenus de négociation nets quotidiens (nombre de jours, en millions de dollars canadiens)



MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, comprises dans le présent communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2005 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations des devises, notamment le dollar canadien par rapport au dollar américain; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des

États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès nos secteurs d'exploitation; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions avec succès; les conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent communiqué de presse ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit communiqué. Tous

les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué de presse sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Principales informations financières (non vérifié)⁽¹⁾

	Variation par rapport au 31 octobre 2003	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le		
		31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	Variation par rapport au 31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)</i>							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	8 %	1 725 \$	1 717 \$	1 592 \$	2 %	6 684 \$	6 578 \$
Revenus autres que d'intérêt	1	2 673	2 688	2 657	3	10 666	10 369
Total des revenus	4	4 398	4 405	4 249	2	17 350	16 947
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(29)	97	125	137	(51)	347	715
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	7	414	422	386	7	1 509	1 404
Frais autres que d'intérêt	8	2 790	2 720	2 582	8	11 020	10 236
Charges liées au réaligement de l'entreprise	n.s.	192	-	-	n.s.	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	n.s.	130	-	-	n.s.	130	-
Bénéfice net	(37)	504	768	804	(6)	2 839	3 036
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(700) p.b.	11,0 %	16,8 %	18,0 %	(110) p.b.	15,9 %	17,0 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	10 %	189 154 \$	194 271 \$	172 547 \$			
Actif	9	447 682	455 366	412 591			
Dépôts	4	271 575	278 169	260 518			
Débitures subordonnées	29	8 522	8 730	6 581			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1	17 562	17 892	17 304			
Ratios de capital (règles canadiennes)⁽³⁾							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(100) p.b.	9,5 %	9,9 %	10,5 %			
Ratio du capital de première catégorie	(80)	8,9 %	9,1 %	9,7 %			
Ratio du capital total	(40)	12,4 %	12,7 %	12,8 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (4)							
À la fin	(2) %	644 748	649 066	656 021	(2) %	644 748	656 021
Moyenne (de base)	(2)	641 166	645 074	656 952	(2)	646 023	662 080
Moyenne (dilué)	(2)	651 279	654 768	664 450	(2)	656 047	669 625
Bénéfice par action (5)							
De base	(36) %	0,77 \$	1,17 \$	1,20 \$	(4) %	4,31 \$	4,47 \$
Dilué	(36)	0,76	1,15	1,19	(4)	4,25	4,42
Cours de l'action							
Haut (6)	(2) %	63,77 \$	61,88 \$	65,00 \$	1 %	65,90 \$	65,00 \$
Bas (6)	3	58,94	58,04	57,50	9	58,04	53,26
À la clôture	(0)	63,40	61,50	63,48	(0)	63,40	63,48
Dividendes par action	13	0,52	0,52	0,46	17	2,02	1,72
Valeur comptable par action – à la fin	4	27,49	27,81	26,38	4	27,49	26,38
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	(2)	40,9	39,9	41,6	(2)	40,9	41,6
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	1 754	62 566	63 506	60 812			
Guichets automatiques bancaires	(16)	4 385	4 369	4 401			
Unités de service							
Au Canada	(52)	1 245	1 300	1 297			
À l'étranger	51	839	878	788			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.

(5) Données correspondantes retraitées en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1 de la page 33.

(6) Cours intrajournaliers - haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)			
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>			
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 758 \$	6 931 \$	2 887 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 236	4 633	3 092
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 14 850 \$, 11 529 \$ et 11 791 \$)	87 635	90 795	86 719
Titres susceptibles de vente	39 861	45 673	41 619
	127 496	136 468	128 338
Biens achetés en vertu de conventions de revente	34 862	37 988	36 289
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	84 172	82 211	78 819
Prêts aux particuliers	36 848	38 947	32 186
Prêts sur cartes de crédit	6 456	7 158	4 816
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 678	65 955	56 726
	189 154	194 271	172 547
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 644)	(1 693)	(2 055)
	187 510	192 578	170 492
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 184	6 499	5 943
Montants se rapportant aux produits dérivés	40 081	31 215	36 640
Locaux et matériel	1 731	1 735	1 655
Écart d'acquisition	4 416	4 894	4 633
Autres actifs incorporels	523	570	580
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	1 701	1 756	3 321
Actif lié aux comptes distincts	120	122	224
Autres actifs	33 064	29 977	18 497
	87 820	76 768	71 493
	447 682 \$	455 366 \$	412 591 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Au Canada			
Ne portant pas intérêt	28 273 \$	28 356 \$	24 388 \$
Portant intérêt	141 177	139 720	130 135
À l'étranger			
Ne portant pas intérêt	3 169	3 190	3 183
Portant intérêt	98 956	106 903	102 812
	271 575	278 169	260 518
Autres			
Acceptations	6 184	6 499	5 943
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	23 815	25 061	22 743
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 705	23 738	23 735
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 870	33 446	38 427
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 352	9 331	8 630
Passif lié aux comptes distincts	120	122	224
Autres passifs	43 640	49 996	26 199
	147 686	148 193	125 901
Débitures subordonnées	8 522	8 730	6 581
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 524	1 569	1 474
Capitaux propres			
Actions privilégiées	813	813	813
Actions ordinaires (émises - 644 747 812, 649 065 551 et 656 021 122)	6 966	7 002	6 999
Capital d'apport additionnel	229	227	88
Bénéfices non répartis	12 347	12 424	11 591
Actions de trésorerie (détenues - 5 815 487, 5,659,821 et néant)	(348)	(338)	-
Autres éléments du résultat global cumulés	(1 632)	(1 423)	(1 374)
	18 375	18 705	18 117
	447 682 \$	455 366 \$	412 591 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 491 \$	2 520 \$	2 448 \$	9 819 \$	10 039 \$
Titres du compte de négociation	729	646	516	2 603	2 049
Titres susceptibles de vente	224	208	221	854	976
Biens achetés en vertu de conventions de revente	145	115	186	531	806
Dépôts à des banques	52	54	21	142	111
	3 641	3 543	3 392	13 949	13 981
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 378	1 300	1 304	5 210	5 467
Autres passifs	427	416	403	1 626	1 560
Débitures subordonnées	111	110	93	429	376
	1 916	1 826	1 800	7 265	7 403
Revenu net d'intérêt	1 725	1 717	1 592	6 684	6 578
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	621	632	548	2 267	2 045
Revenus tirés des activités de négociation	333	344	415	1 526	1 922
Commissions de courtage en valeurs mobilières	260	262	265	1 166	1 031
Commissions de gestion de placements et de services de garde	274	298	306	1 198	1 143
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	267	257	268	1 050	1 078
Revenus tirés des fonds communs de placement	218	216	175	850	673
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	217	214	241	909	813
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	74	72	75	331	279
Revenus sur cartes	93	87	85	324	303
Revenus tirés de la titrisation	54	23	61	196	165
Commissions de crédit	60	59	43	224	227
Revenus tirés des activités hypothécaires	6	(3)	(12)	51	180
Gain à la vente de titres susceptibles de vente	26	31	13	82	19
Autres	170	196	174	492	491
	2 673	2 688	2 657	10 666	10 369
Total des revenus	4 398	4 405	4 249	17 350	16 947
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	137	347	715
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	414	422	386	1 509	1 404
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 722	1 703	1 587	6 816	6 397
Matériel	234	220	219	875	833
Frais d'occupation	205	205	177	776	731
Communications	188	174	187	689	719
Honoraires	151	121	133	493	460
Impartition de services de traitement	72	74	73	294	292
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16	69	71
Autres	202	207	190	1 008	733
	2 790	2 720	2 582	11 020	10 236
Charges liées au réalignement de l'entreprise	192	-	-	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	130	-
Bénéfice net avant impôts	775	1 138	1 144	4 152	4 592
Charge d'impôts	235	342	316	1 194	1 443
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	540	796	828	2 958	3 149
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	36	28	24	119	113
Bénéfice net	504 \$	768 \$	804 \$	2 839 \$	3 036 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	12	11	45	68
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	493 \$	756 \$	793 \$	2 794 \$	2 968 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	641 166	645 074	656 952	646 023	662 080
Bénéfice par action (en dollars) ⁽¹⁾	0,77 \$	1,17 \$	1,20 \$	4,31 \$	4,47 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	651 279	654 768	664 450	656 047	669 625
Bénéfice dilué par action (en dollars) ⁽¹⁾	0,76 \$	1,15 \$	1,19 \$	4,25 \$	4,42 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,52 \$	0,46 \$	2,02 \$	1,72 \$

(1) Données correspondantes retraitées en raison de l'EITF 03-6. Se reporter à la note 1 de la page 33.

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Actions privilégiées					
Solde au début	813 \$	813 \$	822 \$	813 \$	1 515 \$
Rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	(634)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	-	-	(9)	-	(68)
Solde à la fin	813	813	813	813	813
Actions ordinaires					
Solde au début	7 002	7 037	7 001	6 999	6 963
Émises	16	14	36	124	190
Achetées aux fins d'annulation	(52)	(49)	(38)	(157)	(154)
Solde à la fin	6 966	7 002	6 999	6 966	6 999
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	227	198	86	88	76
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	1	1	1	3	5
Attributions de rémunération à base d'actions	14	16	1	68	7
Montants reclassés	-	-	-	34	-
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	-	-	-	42	-
Autres	(13)	12	-	(6)	-
Solde à la fin	229	227	88	229	88
Bénéfices non répartis					
Solde au début	12 424	12 227	11 278	11 591	10 473
Bénéfice net	504	768	804	2 839	3 036
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(12)	(11)	(45)	(68)
Dividendes sur actions ordinaires	(333)	(336)	(301)	(1 303)	(1 137)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(237)	(223)	(176)	(735)	(698)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	-	-	(3)	-	(15)
Solde à la fin	12 347	12 424	11 591	12 347	11 591
Actions de trésorerie					
Solde au début	(338)	(310)	-	-	-
Montants reclassés	-	-	-	(304)	-
Ventes (acquisitions) nettes	(10)	(28)	-	(2)	-
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46R, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	-	-	-	(42)	-
Solde à la fin	(348)	(338)	-	(348)	-
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes					
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	178	60	113	178	113
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(1 551)	(838)	(893)	(1 551)	(893)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(192)	(142)	(104)	(192)	(104)
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(67)	(503)	(490)	(67)	(490)
Solde à la fin	(1 632)	(1 423)	(1 374)	(1 632)	(1 374)
Capitaux propres à la fin	18 375 \$	18 705 \$	18 117 \$	18 375 \$	18 117 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes					
Bénéfice net	504 \$	768 \$	804 \$	2 839 \$	3 036 \$
Autres éléments du résultat global					
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	118	(95)	39	65	(89)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(1 642)	(582)	(1 814)	(1 336)	(2 988)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	929	314	1 394	678	2 149
Variation des gains et des pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(69)	65	(52)	(147)	(57)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	19	25	19	59	80
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	436	-	(197)	423	(197)
Total du résultat global	295 \$	495 \$	193 \$	2 581 \$	1 934 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	504 \$	768 \$	804 \$	2 839 \$	3 036 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	137	347	715
Amortissement	101	99	96	384	380
Réalignement de l'entreprise	192	-	-	192	-
Impôts reportés	267	(36)	(44)	187	120
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	146	16	16	199	71
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	-	-	-	25	-
Gain à la vente de locaux et de matériel	(7)	(9)	(5)	(52)	(18)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(14)	6	(9)	(34)	(34)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	-	-	29	24	29
Gain à la vente de titres susceptibles de vente	(26)	(31)	(13)	(82)	(19)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	21	(487)	(210)	(1 484)	1 498
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(76)	98	21	(199)	123
Impôts exigibles	239	380	415	(895)	672
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(8 866)	4 183	(858)	(3 457)	(5 390)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	9 424	(4 798)	2 060	4 438	5 690
Titres du compte de négociation	3 160	4 818	(8 719)	(1 651)	(9 988)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	55	233	69	1 620	(1 375)
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	(2 245)	1 285	(2 667)	(2 001)	272
Autres	(4 528)	2 505	(3 298)	557	(5 439)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(1 556)	9 155	(12 176)	957	(9 657)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(603)	(1 303)	3 139	(2 722)	1 003
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(2 900)	(4 943)	(2 590)	(19 887)	(6 509)
Produit tiré de la titrisation de prêts	747	887	1 000	3 532	1 742
Produit tiré de la vente de titres susceptibles de vente	5 407	4 436	7 716	18 456	19 575
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	16 733	7 166	9 923	38 093	26 993
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(15 828)	(11 392)	(15 447)	(51 328)	(49 734)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(95)	(69)	(188)	(422)	(398)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	3 126	(801)	7 082	1 427	796
Flux de trésorerie nets (affectés à) provenant de l'acquisition de filiales	-	(9)	(109)	438	(281)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	6 587	(6 028)	10 526	(12 413)	(6 813)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts au Canada	1 374	3 894	595	14 927	11 564
Variation des dépôts à l'étranger	(7 968)	2 073	2 190	(3 870)	3 045
Émission de débentures subordonnées	-	600	-	3 100	-
Remboursement de débentures subordonnées	(149)	(524)	(100)	(990)	(100)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	(642)
Frais d'émission	-	-	(3)	-	(15)
Émission d'actions ordinaires	16	13	36	119	183
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(289)	(272)	(214)	(892)	(852)
Acquisitions nettes d'actions de trésorerie	(10)	(28)	-	(2)	-
Dividendes versés	(344)	(347)	(294)	(1 309)	(1 181)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(8)	(52)	(1)	(115)	(107)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(2 033)	(1 988)	(854)	(2 030)	2 626
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1 246)	(515)	2 505	1 072	4 753
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 472	(3 247)	(1 771)	3 334	(2 374)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(7 185)	(393)	2 089	13 344	16 900
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(19)	(11)	(26)	(17)	(77)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(2 173)	2 723	413	1 871	353
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	6 931	4 208	2 474	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 758 \$	6 931 \$	2 887 \$	4 758 \$	2 887 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 691 \$	1 614 \$	1 604 \$	7 004 \$	7 170 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	476 \$	138 \$	168 \$	2 522 \$	1 723 \$

Notes complémentaires

(non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR des États-Unis, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72 à 98 du rapport annuel 2003. La direction est d'avis que tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle des résultats de la période ont été apportés. Ces ajustements sont tous de nature récurrente et reflètent les activités normales, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 17 janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le bulletin d'interprétation n° 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities* (FIN 46), qui précise l'application de l'Accounting Research Bulletin 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les EDDV créées après le 31 janvier 2003. Le 24 décembre 2003, le FASB a publié le FIN 46 révisé (FIN 46R), qui devait être appliqué aux nouvelles EDDV et aux EDDV existantes avant la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 mars 2004. En date du 31 octobre 2004, nous continuons d'appliquer le FIN 46R à toutes les EDDV, comme il est expliqué ci-après.

Titrisation des actifs financiers des clients : Les programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons avaient des engagements d'acquisition d'actifs totalisant 25,6 milliards de dollars au 31 octobre 2004. Nous avons restructuré certains fonds multicédants ayant des engagements d'acquisition d'actifs de 18,7 milliards de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice en cours et, par conséquent, nous n'étions pas tenus de les consolider lorsque nous avons initialement adopté le FIN 46R. Au cours du présent trimestre, nous avons finalisé la restructuration des fonds multicédants restants ayant des engagements d'acquisition d'actifs de 6,9 milliards de dollars et, par conséquent, au 31 octobre 2004, nous ne consolidons plus ces fonds multicédants. La consolidation de ces fonds n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net au cours de l'exercice. Toutefois, les revenus et les charges ont augmenté de 35 millions de dollars chacun. Dans le cadre de la restructuration, un tiers non lié (« l'investisseur assumant les pertes prévues ») a accepté d'assumer les pertes sur créances (jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal) qui pourraient survenir à l'égard des actifs des fonds multicédants (la « position de perte de premier niveau des fonds multicédants ») avant nous et les détenteurs de titres d'emprunt des fonds multicédants. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des fonds multicédants, chacun des fonds multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. L'investisseur assumant les pertes prévues assume une plus grande part que nous des pertes prévues de chaque fonds multicédant et, par conséquent, en vertu du FIN 46R, nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire et ne sommes donc pas tenus de consolider ces fonds multicédants au 31 octobre 2004. Toutefois, nous continuons de détenir des droits variables importants dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à ces fonds multicédants restructurés s'établissait à 25,4 milliards de dollars au 31 octobre 2004, en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis. Ces éléments sont aussi inclus et décrits dans notre information présentée à l'égard des garanties, à la note 9.

Nous sommes exposés à une majorité des pertes prévues d'EDDV comprises dans nos états financiers consolidés et, par conséquent, nous en sommes le principal bénéficiaire. Ces EDDV sont principalement utilisées aux fins de la création de produits de placement et de produits financiers structurés, et comprennent aussi certaines structures de rémunération ayant un actif de 3,3 milliards de dollars au 31 octobre 2004. Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV sont présentés dans notre bilan consolidé essentiellement de la façon suivante : dépôts productifs d'intérêts à des banques de 0,1 milliard de dollars, titres du compte de négociation de 1,3 milliard, titres susceptibles de vente de 0,4 milliard, prêts aux entreprises et aux gouvernements de 0,9 milliard et autres actifs de 0,4 milliard. Nos actions ordinaires détenues par les structures de rémunération, qui se chiffraient à 0,2 milliard de dollars au 31 octobre 2004, sont présentées dans les actions de trésorerie. L'obligation d'octroyer ces actions aux employés est inscrite à titre d'augmentation du capital d'apport additionnel à mesure que la charge au titre du régime de rémunération à base d'actions connexe est constatée.

Nous avons évalué notre participation dans d'autres EDDV et bien que nous ne soyons le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles, notre participation dans certaines de ces EDDV est jugée à titre de droits variables importants. Les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants avaient un actif totalisant environ 9,8 milliards de dollars au 31 octobre 2004, et elles comprennent principalement certaines obligations garanties par les créances (OGC), des programmes de papier commercial adossé à des créances administrés par des tiers, des structures de financement structuré et des fonds de placement. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à nos droits variables importants dans chacune de ces EDDV s'établissait à environ 3,2 milliards de dollars au 31 octobre 2004 et comprend principalement des placements, des prêts, des facilités de liquidités et la juste valeur des dérivés conclus avec elles.

À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé à la déconsolidation d'une OGC dont l'actif totalise 0,4 milliard de dollars parce que la variabilité de nos honoraires à titre de gestionnaire de garanties n'est pas suffisamment importante pour que nous en soyons considérés comme le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46R. Nous continuons de ne pas consolider une fiducie de capital qui a été créée en 2003 aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 0,9 milliard de dollars. Nous avons émis un billet de dépôt de premier rang du même montant à la fiducie. Bien que nous détenions les capitaux propres ordinaires et le contrôle des droits de vote liés à la fiducie, nous ne sommes pas réputés en être le principal bénéficiaire puisque nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé, pour des raisons semblables, à la déconsolidation de certaines autres fiducies de capital pour environ 0,1 milliard de dollars.

Note 1 Nouvelles conventions comptables (suite)

Titrisation de nos actifs financiers : Nous titrisons nos actifs par l'intermédiaire d'entités ad hoc dont aucune n'avait été consolidée au 31 octobre 2004 en vertu du FIN 46R. Une des entités est une structure d'accueil admissible aux termes de la norme FAS 140 et est donc exemptée expressément de l'exigence de consolidation du FIN 46R, et le degré de notre participation dans chacune des entités restantes par rapport aux autres investisseurs est tel que nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. Pour de plus amples détails ayant trait à nos activités de titrisation, voir la note 5.

Fonds communs de placement et actifs administrés en fiducie : En vertu du FIN 46, nous avons conclu initialement que nous serions le principal bénéficiaire d'entités présentant une faible volatilité du rendement sur leur actif. Puisque le FIN 46R a retiré la disposition du FIN 46 qui exigeait la comparaison entre les honoraires bruts touchés et la variabilité du rendement à laquelle sont exposés les investisseurs ou les bénéficiaires, nous ne nous considérons plus comme le principal bénéficiaire de ces entités et nous ne considérons pas que la variabilité de nos honoraires est importante par rapport au risque assumé par les investisseurs ou les bénéficiaires.

Nous continuons à surveiller les faits nouveaux, y compris les directives additionnelles d'interprétation publiées par les organismes réglementaires, qui pourraient influencer sur notre interprétation du FIN 46R.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours de l'exercice, nous avons révisé la présentation de certains effets des comptes d'effets en circulation et nous avons reclassé, à compter du 1^{er} novembre 2003, les soldes dus à d'autres banques qui découlent du système de règlement par compensation. Ces montants étaient auparavant inscrits au poste Encaisse et montants à recevoir de banques et ont été reclassés aux postes Dépôts productifs d'intérêts, Autres passifs et Autres actifs afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces soldes. Les soldes dus par d'autres banques qui découlent du système de règlement par compensation continueront d'être classés au poste Encaisse et montants à recevoir de banques. Au 31 octobre 2004, des montants de 180 millions de dollars (37 millions au 31 juillet 2004), de 1,7 milliard (1,9 milliard au 31 juillet 2004) et de 1,1 milliard (néant au 31 juillet 2004) inscrits au poste Encaisse et montants à recevoir de banque ont été reclassés aux postes Dépôts productifs d'intérêts, Autres passifs et Autres actifs, respectivement.

Nous avons aussi révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser des certificats de dépôt d'un montant de 3,2 milliards de dollars (5,0 milliards au 31 juillet 2004; 5,7 milliards au 31 octobre 2003) ainsi que d'un montant de 6,8 milliards (7,8 milliards au 31 juillet 2004; 5,8 milliards au 31 octobre 2003), auparavant présentés au poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans les postes Titres du compte de négociation et Titres susceptibles de vente, respectivement, afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la vente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou perte sur la vente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Actions libellées en devises

Avant le 1^{er} novembre 2003, nos actions privilégiées libellées en devises étaient converties au taux en vigueur à la date du bilan. Nous ne modifions plus le taux auquel ces actions sont converties. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés n'a pas été importante.

Constataion des engagements de prêt comptabilisés à titre d'instruments dérivés

Le 9 mars 2004, la SEC a publié le Staff Accounting Bulletin No. 105, intitulé *Application of Accounting Principles to Loan Commitments* (SAB 105), qui s'applique aux engagements de prêt conclus pour des prêts qui seront susceptibles de vente lorsqu'ils seront financés. Le SAB 105 précise que les revenus liés aux actifs de gestion intégrés dans ces engagements doivent être constatés uniquement lorsque les actifs de gestion ont été contractuellement séparés des prêts connexes. Le SAB 105 s'applique à tous les engagements de prêt conclus après le 31 mars 2004. L'application du SAB 105 a entraîné le report de la constatation de revenus de 8 millions de dollars pour la période allant du 1^{er} avril au 31 octobre 2004 (9 millions pour la période allant du 1^{er} avril 2004 au 31 juillet 2004).

Classement des couvertures économiques

En décembre 2003, la Securities and Exchange Commission a clarifié sa position relative au classement, dans l'état des résultats, des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu du FAS 133. Par conséquent, nous avons reclassé les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces produits dérivés sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action (EITF 03-6)

Le Emerging Issues Task Force (EITF) en est venu à un consensus final relativement à l'EITF 03-6, intitulé *Participating Securities and the Two-Class Method under FASB Statement No. 128, Earnings per Share*, qui a par la suite été approuvé par le FASB le 31 mars 2004. Le consensus final exige une modification du calcul du bénéfice par action afin de refléter certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis de l'entité publiante lorsque ce

Note 1 Nouvelles conventions comptables (suite)

droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. Ce consensus est en vigueur pour les périodes ouvertes après le 31 mars 2004 et exige un ajustement rétroactif du bénéfice par action déclaré pour les périodes antérieures. Pour toutes les périodes présentées, l'EITF 03-6 a réduit le bénéfice par action de moins de un cent, sauf pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 où la réduction du bénéfice de base par action s'est établie à environ un cent. Le bénéfice de base par action pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2003 et le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 ont été retraités pour refléter une réduction de un cent par action.

Divulgaration de renseignements par les employeurs relativement aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite

En décembre 2003, le FASB a publié le FAS 132 (révisé en 2003), intitulé *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits, an amendment of FASB Statements No. 87, 88 and 106* (FAS 132R), qui exige la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux obligations, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Cette norme ne modifie pas les méthodes de mesure ou de constatation pour ces régimes. L'information exigée pour les régimes de retraite doit être présentée distinctement de celle relative aux autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Les nouvelles exigences en matière de présentation sont en vigueur pour les exercices des sociétés ouvertes se terminant après le 15 décembre 2003, et prendront effet à une date ultérieure dans le cas de certains renseignements et dans le cas des régimes étrangers. En ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les exigences sont en vigueur pour les périodes débutant après le 15 décembre 2003. Nous avons adopté le FAS 132R au deuxième trimestre de 2004, et les renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont présentés à la note 7.

Modifications comptables futures**Perte de valeur de certains placements (EITF 03-1)**

L'EITF en est venu à un consensus relativement à l'EITF 03-1, intitulé *The Meaning of Other-Than-Temporary Impairment and Its Application to Certain Investments*, qui s'applique aux placements comptabilisés en vertu du FAS 115, intitulé *Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities* (FAS 115), ainsi qu'aux placements comptabilisés à la valeur d'acquisition en vertu de l'APB Opinion No. 18, intitulé *The Equity Method of Accounting for Investments in Common Stock* (APB 18). Le consensus a été approuvé par le FASB le 25 novembre 2003 et le 31 mars 2004 pour les placements comptabilisés en vertu du FAS 115 et en vertu de l'APB 18, respectivement. Par suite de ces approbations, le FASB a publié une prise de position, le FSP EITF 03-1-1 le 30 septembre 2004 afin de différer pendant une période indéterminée la date d'entrée en vigueur des directives relatives à la constatation et à la perte de valeur en vertu de l'EITF, mais pas celle des exigences relatives à la divulgation d'informations quantitatives et qualitatives à l'égard des positions de pertes non réalisées de tous les titres de participation négociables et de tous les titres d'emprunt et placements comptabilisés à la valeur d'acquisition pour lesquels une perte de valeur autre que temporaire n'a pas été comptabilisée. Ces exigences en matière de divulgation, qui s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 15 juin 2004, seront incluses dans nos états financiers annuels de l'exercice 2004.

Note 2 Charges liées au réaligement de l'entreprise

Le 9 septembre 2004, le conseil d'administration a approuvé le réaligement de notre structure organisationnelle avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004. Les objectifs visés par le réaligement de l'entreprise sont l'accélération de la croissance des revenus, la réduction des coûts et la rationalisation et l'amélioration de l'efficacité de notre exploitation afin de mieux servir notre clientèle. Un aspect clé du réaligement a trait à la réorganisation de nos cinq secteurs existants en trois secteurs, présentés ci-après, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004 :

- le secteur particuliers et entreprises au Canada, qui comprend nos plateformes canadiennes de services bancaires, de placements et d'assurances en plus des activités américaines d'assurances et des activités internationales de réassurance;
- le secteur pour la clientèle américaine et internationale, qui comprend les services bancaires et de placements aux États-Unis, les services bancaires et de courtage dans les Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale;
- le secteur des marchés des capitaux mondiaux, qui comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux.

Au cours du quatrième trimestre, nous avons commencé à mettre en œuvre les autres mesures clés du réaligement de l'entreprise qui comprennent la compression du personnel et la réduction des frais d'occupation. Nous prévoyons que la majorité de ces mesures de réaligement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que certaines obligations en vertu de baux comportent une échéance plus éloignée.

Charges liées au réaligement de l'entreprise	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Charges liées au réaligement au cours du trimestre	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$
Versements en espèces	—	—	—	—
Solde au 31 octobre 2004	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$

Au 31 octobre 2004, nous avons comptabilisé des charges liées au réaligement de l'entreprise avant impôts totalisant 192 millions de dollars, dont une tranche de 166 millions a trait aux prestations de départ visant 1 660 postes. La répartition des postes parmi les secteurs est la suivante : Banque : 1 030; Investissements : 88; Assurances : 145; Marché des Capitaux : 113; Services Internationaux : 10; Autres : 274. D'un point de vue géographique, 1 120 postes sont situés au Canada, 477 aux États-Unis et 63 dans d'autres pays. Environ 40 employés avaient reçu un avis au 31 octobre.

Note 2 Charges liées au réaligement de l'entreprise (suite)

Nous procédons actuellement à la fermeture de 38 des 213 succursales de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) aux États-Unis. De plus, en janvier 2005, le siège social de RBC Mortgage à Chicago sera fermé et les activités seront transférées à notre bureau de Houston. Dans nos charges liées au réaligement de l'entreprise, nous avons inclus la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. La fermeture de 9 succursales additionnelles de RBC Mortgage et de 10 des 275 succursales de RBC Centura Banks est prévue pour l'exercice 2005. Les charges liées aux locaux relatives à ces fermetures seront comptabilisées au cours de l'exercice 2005.

Nous avons retenu les services d'un cabinet de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels relativement aux mesures ayant trait au réaligement de l'entreprise. Une charge de 13 millions de dollars en contrepartie de ces services est comptabilisée au poste Autres dans le tableau ci-dessus.

Au 31 octobre 2004, les charges liées au réaligement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures s'établissent à 192 millions de dollars et sont comptabilisées dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Le total des charges liées au réaligement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 11. Au 31 octobre 2004, les charges liées aux locaux et les autres charges ont trait aux secteurs Banque et Autres, respectivement.

Note 3 Perte de valeur de l'écart d'acquisition

Parallèlement à l'achèvement de notre test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition, le réaligement de notre entreprise a été annoncé avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004. Les résultats de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition, basé sur un modèle d'actualisation des flux de trésorerie, indiquent que l'écart d'acquisition attribuable à RBC Mortgage a subi une perte de valeur d'environ 130 millions de dollars.

Note 4 Acquisitions

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (UnumProvident), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de Unum Provident. Les actifs acquis (incluant la valeur des activités acquises) et les passifs pris en charge ont la même juste valeur approximative de 2,2 milliards de dollars. Les actifs et passifs représentent principalement les placements et les provisions techniques, respectivement. Un montant d'environ 611 millions de dollars a été constaté au titre de la valeur des activités acquises.

Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 112 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Banks, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (Provident), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les activités comprenaient toutes les activités de Provident en Floride, incluant 13 succursales servant des régions de l'ouest de la Floride. La contrepartie comprenait un montant en espèces de 81 millions de dollars US et la prise en charge d'un passif corporel net évalué à environ 27 millions de dollars US. Ce montant représentait une contrepartie totale excédentaire d'environ 108 millions de dollars US et a été réparti entre les actifs incorporels liés à des dépôts de base et l'écart d'acquisition, pour environ 10 millions de dollars US et 98 millions de dollars US, respectivement.

Note 5 Titrisations

Au cours du quatrième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1 026 millions de dollars (836 millions au cours du quatrième trimestre de 2003; 4 977 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 500 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 3 074 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 497 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 3 035 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 9 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 75 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 6 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 36 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) sur la vente des titres, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 5 Titrisations (suite)

Au cours du quatrième trimestre de 2004, nous avons de plus titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 242 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 486 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004), pour un produit net en espèces de 250 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 497 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004). Un gain avant impôts de 8 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 11 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004), après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Nous n'avons titrisé aucune créance sur cartes de crédit au cours de 2004 (1 000 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2003 pour un produit net de 1 000 millions avec des droits conservés de 9 millions entraînant un gain avant impôts de 9 millions constaté au quatrième trimestre de 2003).

Note 6 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	504 \$	768 \$	804 \$	2 839 \$	3 036 \$
Bénéfice par action	0,77	1,17	1,20	4,31	4,47
Bénéfice dilué par action	0,76	1,15	1,19	4,25	4,42
Pro forma :					
Bénéfice net	495 \$	761 \$	789 \$	2 809 \$	2 990 \$
Bénéfice par action	0,75	1,16	1,18	4,27	4,40
Bénéfice dilué par action	0,74	1,15	1,17	4,21	4,35

Note 7 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite*Charge au titre des prestations constituées*

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Coût des services rendus	35 \$	34 \$	30 \$	136 \$	120 \$
Intérêts débiteurs	82	84	79	330	306
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(80)	(78)	(74)	(315)	(300)
Amortissement de l'actif transitoire	(1)	(1)	-	(2)	(2)
Amortissement du coût des services passés	8	8	9	32	31
Amortissement de la perte actuarielle nette	21	21	4	84	15
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	65	68	48	265	170
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	13	15	16	64	67
Charge au titre des prestations constituées	78 \$	83 \$	64 \$	329 \$	237 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Coût des services rendus	12 \$	12 \$	9 \$	48 \$	39 \$
Intérêts débiteurs	22	23	20	91	80
Amortissement de l'obligation transitoire	4	5	4	17	17
Amortissement de la perte actuarielle nette	8	8	6	32	24
Amortissement du coût des services passés	1	-	-	1	1
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	47 \$	48 \$	39 \$	189 \$	161 \$

Note 7 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite (suite)*Contributions de l'employeur*

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2004, nous avons contribué pour un montant de 65 millions de dollars et un montant de 197 millions, respectivement, à nos régimes à prestations déterminées, et pour un montant de 3 millions et un montant de 27 millions, respectivement, à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite.

Note 8 Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 12 octobre 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6 % échéant le 12 octobre 2009 pour un montant de 150 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 7 juillet 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6,05 % échéant le 7 juillet 2009 pour un montant de 175 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. Au cours du trimestre, nous avons racheté 4 743 205 actions ordinaires à un prix moyen de 60,79 \$ en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités actuelles. Depuis la mise en place de l'offre, nous avons racheté 6 412 918 actions ordinaires à un prix moyen de 60,56 \$.

Le 18 juin 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 600 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,95 % (versé semestriellement) jusqu'au 18 juin 2014. Les débetures subordonnées sont rachetables au pair le 18 juin 2014. Si les billets ne sont pas rachetés, le coupon sera rajusté le 18 juin 2014 et tous les cinq ans par la suite au taux du gouvernement du Canada pour cinq ans majoré de 1,72 % (versé semestriellement), jusqu'à l'échéance des débetures subordonnées le 18 juin 2103. Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 18 juin 2014 est de 5,95 %.

Le 11 juin 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,10 % échéant le 11 juin 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 13 avril 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 4,18 % (versé semestriellement) jusqu'au 1^{er} juin 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 1^{er} juin 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 1^{er} juin 2009 est de 4,181 %.

Le 12 avril 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,40 % échéant le 12 avril 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 27 janvier 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 500 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 3,96 % (versé semestriellement) jusqu'au 27 janvier 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 99,964 \$ et le rendement jusqu'au 27 janvier 2009 est de 3,968 %.

Le 3 novembre 2003, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,45 % (versé semestriellement) jusqu'au 4 novembre 2013, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 4 novembre 2018 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 4 novembre 2013 est de 5,45 %.

Note 9 Garanties et éventualités*Garanties*

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45, *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 octobre 2004. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

Note 9 Garanties et éventualités (suite)

	Montant maximal potentiel des paiements futurs
Dérivés de crédit/options vendues (1)	32 342 \$
Facilités de garantie de liquidités	24 464
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	14 138
Produits à valeur stable (1)	7 709
Rehaussements de crédit	3 935
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	296

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Au 31 octobre 2004, nous avons constaté dans notre bilan consolidé un montant de 202 millions de dollars relativement à ces garanties.

Veillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2003 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation. Aucun montant n'a été constaté dans notre bilan consolidé relativement à ces ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandereses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 10 Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date à laquelle elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers d'Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué de 74 millions de dollars le bénéfice net au premier trimestre de 2004.

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques*a) Résultats trimestriels par secteurs d'exploitation*

	RBC Banque			RBC Investissements			RBC Assurances			RBC Marchés des Capitaux		
	T4 04	T3 04	T4 03	T4 04	T3 04	T4 03	T4 04	T3 04	T4 03	T4 04	T3 04	T4 03
Revenu net d'intérêt	1 397	\$ 1 407	\$ 1 378	\$ 113	\$ 108	\$ 93	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 201	\$ 196	\$ 125
Revenus autres que d'intérêt	492	504	487	803	817	821	621	632	548	486	485	507
Total des revenus	1 889	1 911	1 865	916	925	914	621	632	548	687	681	632
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	133	128	131	-	2	(2)	-	-	-	(26)	3	15
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	414	422	386	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	1 264	1 220	1 148	760	755	722	132	128	108	468	463	431
Charges liées au réalignement de l'entreprise	75	-	-	17	-	-	8	-	-	25	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	149	187	207	42	55	68	(3)	7	(7)	56	50	55
Bénéfice net (perte nette)	138	\$ 376	\$ 379	\$ 97	\$ 113	\$ 126	\$ 70	\$ 75	\$ 61	\$ 164	\$ 165	\$ 131

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T4 04	T3 04	T4 03	T4 04	T3 04	T4 03	T4 04	T3 04	T4 03
Revenu net d'intérêt	48	\$ 44	\$ 41	(34)	\$ (38)	\$ (45)	1 725	\$ 1 717	\$ 1 592
Revenus autres que d'intérêt	183	195	175	88	55	119	2 673	2 688	2 657
Total des revenus	231	239	216	54	17	74	4 398	4 405	4 249
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(2)	-	-	(8)	(8)	(7)	97	125	137
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	414	422	386
Frais autres que d'intérêt	159	157	159	7	(3)	14	2 790	2 720	2 582
Charges liées au réalignement de l'entreprise	3	-	-	64	-	-	192	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	130	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	20	22	13	7	49	4	271	370	340
Bénéfice net (perte nette)	51	\$ 60	\$ 44	(16)	\$ (21)	\$ 63	\$ 504	\$ 768	\$ 804

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (suite)*b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques*

	31 octobre 2004				31 juillet 2004				31 octobre 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 339 \$	327 \$	59 \$	1 725 \$	1 342 \$	249 \$	126 \$	1 717 \$	1 216 \$	283 \$	93 \$	1 592 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 529	729	415	2 673	1 481	833	374	2 688	1 379	821	457	2 657
Total des revenus	2 868	1 056	474	4 398	2 823	1 082	500	4 405	2 595	1 104	550	4 249
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	100	8	(11)	97	109	31	(15)	125	107	25	5	137
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	239	90	85	414	237	95	90	422	141	97	148	386
Frais autres que d'intérêt	1 674	846	270	2 790	1 599	867	254	2 720	1 457	858	267	2 582
Charges liées au réalignement de l'entreprise	142	44	6	192	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	130	-	130	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	247	22	2	271	344	11	15	370	305	38	(3)	340
Bénéfice net (perte nette)	466 \$	(84) \$	122 \$	504 \$	534 \$	78 \$	156 \$	768 \$	585 \$	86 \$	133 \$	804 \$

c) Résultats de l'exercice par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	5 517 \$	5 546 \$	429 \$	419 \$	- \$	- \$	716 \$	428 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 036	2 106	3 322	3 111	2 267	2 045	2 123	2 197
Total des revenus	7 553	7 652	3 751	3 530	2 267	2 045	2 839	2 625
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	478	554	4	(2)	-	-	(80)	189
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	1 509	1 404	-	-
Frais autres que d'intérêt	4 841	4 642	3 015	2 911	472	424	2 052	1 671
Charges liées au réalignement de l'entreprise	75	-	17	-	8	-	25	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	742	902	225	209	7	(11)	184	274
Bénéfice net (perte nette)	1 287 \$	1 554 \$	490 \$	412 \$	271 \$	228 \$	658 \$	491 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	177 \$	164 \$	(155) \$	21 \$	6 684 \$	6 578 \$
Revenus autres que d'intérêt	742	680	176	230	10 666	10 369
Total des revenus	919	844	21	251	17 350	16 947
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(19)	2	(36)	(28)	347	715
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	1 509	1 404
Frais autres que d'intérêt	625	595	15	(7)	11 020	10 236
Charges liées au réalignement de l'entreprise	3	-	64	-	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	130	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	86	69	69	113	1 313	1 556
Bénéfice net (perte nette)	224 \$	178 \$	(91) \$	173 \$	2 839 \$	3 036 \$

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (suite)*d) Résultats de l'exercice par secteurs géographiques*

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	5 173 \$	1 117 \$	394 \$	6 684 \$	5 105 \$	1 209 \$	264 \$	6 578 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 797	3 260	1 609	10 666	5 179	3 348	1 842	10 369
Total des revenus	10 970	4 377	2 003	17 350	10 284	4 557	2 106	16 947
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	344	61	(58)	347	521	106	88	715
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	769	399	341	1 509	543	376	485	1 404
Frais autres que d'intérêt	6 343	3 695	982	11 020	5 822	3 504	910	10 236
Charges liées au réaligement de l'entreprise	142	44	6	192	-	-	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	130	-	130	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 211	18	84	1 313	1 310	208	38	1 556
Bénéfice net (perte nette)	2 161 \$	30 \$	648 \$	2 839 \$	2 088 \$	363 \$	585 \$	3 036 \$

Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Au cours du trimestre, nous avons réexaminé la présentation de l'information sur les secteurs d'exploitation et déterminé qu'il y avait lieu de reclasser les variations à la valeur de marché de certains dérivés attribuables à RBC Mortgage qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture dans le secteur RBC Banque, étant donné que ce dernier gère activement ces activités, tandis que la trésorerie générale fournit des services-conseils à leur égard. Par conséquent, les pertes de 13 millions de dollars après impôts comprises dans le secteur Autres au troisième trimestre de 2004 ont été reclassées dans le secteur RBC Banque.

Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque découlant des variations défavorables de la conjoncture économique et les occasions de croissance découlant des variations favorables de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains montants correspondants liés à la vente par RBC Centura de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Moneris Solutions Inc. au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Note 12 Événement postérieur à la date du bilan

Le 23 novembre 2004, nous avons accepté de vendre Liberty Insurance Services Corp. (LIS) à IBM. La vente, dont la clôture est prévue d'ici au 31 décembre 2004, entraînera le transfert d'environ 700 employés de LIS chez IBM. Le total de l'actif et le total du passif de LIS sont négligeables pour RBC Assurances et la vente devrait entraîner un gain minime. Relativement à l'entente de vente, nous avons conclu une entente de services à long terme avec IBM en vertu de laquelle cette dernière exécutera certaines fonctions de traitement et de gestion pour le compte des activités américaines de RBC Assurances.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié)⁽¹⁾

Prêts à intérêts non comptabilisés⁽²⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	146 \$	135 \$	147 \$	130 \$	131 \$
Prêts aux particuliers	189	198	225	229	235
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	924	1 089	1 266	1 437	1 379
Total	1 259 \$	1 422 \$	1 638 \$	1 796 \$	1 745 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,17 %	0,16 %	0,18 %	0,17 %	0,17 %
Prêts aux particuliers	0,51 %	0,51 %	0,60 %	0,64 %	0,73 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,36 %	1,50 %	1,76 %	2,08 %	2,20 %
Total	0,64 %	0,71 %	0,83 %	0,95 %	0,98 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Provision cumulative au début	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	137	347	715
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(3)	(2)	(4)	(7)	(10)
Prêts aux particuliers	(69)	(83)	(88)	(325)	(373)
Prêts sur cartes de crédit	(55)	(55)	(48)	(207)	(192)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(133)	(91)	(114)	(459)	(401)
	(260)	(231)	(254)	(998)	(976)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	19	17	17	68	68
Prêts sur cartes de crédit	10	11	10	39	37
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21	20	16	105	65
	50	48	43	212	170
Radiations nettes	(210)	(183)	(211)	(786)	(806)
Ajustements	(39)	(5)	(27)	(11)	(59)
Provision cumulative à la fin	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,41 %	0,36 %	0,47 %	0,41 %	0,45 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	29 \$	37 \$	27 \$	37 \$
Prêts aux particuliers	439	445	437	439	437
Prêts sur cartes de crédit	191	192	151	191	151
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	850	976	1 301	850	1 301
Provision cumulative attribuée	1 507	1 642	1 926	1 507	1 926
Provision cumulative non attribuée	207	224	238	207	238
Total	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	487 \$	602 \$	757 \$	487 \$	757 \$
Provision cumulative générale attribuée	1 020	1 040	1 169	1 020	1 169
Total de la provision cumulative attribuée	1 507	1 642	1 926	1 507	1 926
Provision cumulative générale non attribuée	207	224	238	207	238
Total	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 644 \$	1 693 \$	2 055 \$	1 644 \$	2 055 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	70	173	109	70	109
Total	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	0,8 %	0,8 %	1,2 %	0,8 %	1,2 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,7 %	0,7 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture)	131 %	119 %	118 %	131 %	118 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié)⁽¹⁾

	Variation par rapport au 31 octobre 2003	Pour le trimestre terminé le			Variation par rapport au 31 octobre 2003	Pour l'exercice terminé le	
		31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003		31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)</i>							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	7 %	1 723 \$	1 713 \$	1 612 \$	1 %	6 693 \$	6 596 \$
Revenus autres que d'intérêt	6	2 919	2 859	2 748	6	11 428	10 822
Total des revenus	6	4 642	4 572	4 360	4	18 121	17 418
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(31)	97	125	140	(52)	346	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	15	589	575	513	25	2 124	1 696
Frais autres que d'intérêt	7	2 812	2 743	2 624	7	11 109	10 409
Charges liées au réalignement de l'entreprise	n.s.	192	-	-	n.s.	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	n.s.	130	-	-	n.s.	130	-
Bénéfice net	(31)	518	746	746	(6)	2 817	3 005
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(520) p.b.	11,3 %	16,1 %	16,5 %	(110) p.b.	15,6 %	16,7 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	9 %	186 543 \$	183 774 \$	170 394 \$			
Actif	6	429 196	428 680	403 033			
Dépôts	5	270 959	277 562	259 145			
Débitures subordonnées	30	8 116	8 440	6 243			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(1)	17 372	18 192	17 543			
Ratios de capital (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(100) p.b.	9,5 %	9,9 %	10,5 %			
Ratio du capital de première catégorie	(80)	8,9 %	9,1 %	9,7 %			
Ratio du capital total	(40)	12,4 %	12,7 %	12,8 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (4)							
À la fin	(2) %	644 748	649 066	656 021	(2) %	644 748	656 021
Moyenne (de base)	(2)	642 117	646 019	656 952	(2)	646 732	662 080
Moyenne (dilué)	(2)	650 805	654 275	663 841	(2)	655 508	669 016
Bénéfice par action							
De base	(29) %	0,79 \$	1,14 \$	1,12 \$	(3) %	4,29 \$	4,44 \$
Dilué	(30)	0,78	1,12	1,11	(4)	4,23	4,39
Cours de l'action							
Haut (5)	(2) %	63,77 \$	61,88 \$	65,00 \$	1 %	65,90 \$	65,00 \$
Bas (5)	3	58,94	58,04	57,50	9	58,04	53,26
À la clôture	(0)	63,40	61,50	63,48	(0)	63,40	63,48
Dividendes par action							
Dividendes par action	13	0,52	0,52	0,46	17	2,02	1,72
Valeur comptable par action – à la fin							
Valeur comptable par action – à la fin	2	27,15	28,23	26,74	2	27,15	26,74
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)							
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	(2)	40,9	39,9	41,6	(2)	40,9	41,6
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	1 754	62 566	63 506	60 812			
Guichets automatiques bancaires	(16)	4 385	4 369	4 401			
Unités de service							
Au Canada	(52)	1 245	1 300	1 297			
À l'étranger	51	839	878	788			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.

(5) Cours intrajournaliers - haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 758 \$	6 931 \$	2 887 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 220	4 607	3 126
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 14 850 \$, 11 529 \$ et 11 791 \$)	89 322	90 902	87 532
Titres du compte de placement	38 923	45 376	41 074
Titres de substitut de prêt	701	301	325
	128 946	136 579	128 931
Biens achetés en vertu de conventions de revente	34 862	37 988	36 289
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	84 170	82 209	78 817
Prêts aux particuliers	36 848	35 843	32 186
Prêts sur cartes de crédit	6 456	6 307	4 816
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	60 713	61 108	56 630
	188 187	185 467	172 449
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 644)	(1 693)	(2 055)
	186 543	183 774	170 394
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 184	6 499	5 943
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 891	30 228	35 612
Locaux et matériel	1 756	1 758	1 670
Écart d'acquisition	4 369	4 849	4 587
Autres actifs incorporels	523	570	580
Autres actifs	17 144	14 897	13 014
	68 867	58 801	61 406
	429 196 \$	428 680 \$	403 033 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	113 009 \$	114 622 \$	106 709 \$
Entreprises et gouvernements	132 070	132 465	129 860
Banques	25 880	30 475	22 576
	270 959	277 562	259 145
Autres			
Acceptations	6 184	6 499	5 943
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 005	24 915	22 855
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 705	23 738	23 735
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 201	32 845	37 775
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 838	6 792	5 256
Autres passifs	27 575	26 449	21 318
	129 508	121 238	116 882
Débiteures subordonnées	8 116	8 440	6 243
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 409	2 416	2 388
Capitaux propres			
Actions privilégiées	832	832	832
Actions ordinaires (émises - 644 747 812, 649 065 551 et 656 021 122)	6 988	7 023	7 018
Capital d'apport additionnel	169	167	85
Bénéfices non répartis	12 065	12 128	11 333
Actions de trésorerie (détenues - 4 862 782, 4 708 748 et néant)	(294)	(284)	-
Écart de conversion	(1 556)	(842)	(893)
	18 204	19 024	18 375
	429 196 \$	428 680 \$	403 033 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 441 \$	2 469 \$	2 451 \$	9 660 \$	10 063 \$
Valeurs mobilières	953	854	737	3 457	3 025
Biens achetés en vertu de conventions de revente	145	115	186	531	806
Dépôts à des banques	52	40	21	128	113
	3 591	3 478	3 395	13 776	14 007
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 365	1 273	1 290	5 142	5 452
Autres passifs	392	382	400	1 512	1 583
Débitures subordonnées	111	110	93	429	376
	1 868	1 765	1 783	7 083	7 411
Revenu net d'intérêt	1 723	1 713	1 612	6 693	6 596
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	790	792	676	2 870	2 356
Revenus tirés des activités de négociation	333	346	415	1 526	1 922
Commissions de courtage en valeurs mobilières	260	262	265	1 166	1 031
Commissions de gestion de placements et de services de garde	274	298	306	1 198	1 143
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	267	257	268	1 050	1 078
Revenus tirés des fonds communs de placement	218	216	175	850	673
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	217	214	244	909	813
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	74	72	75	331	279
Revenus sur cartes	155	150	144	555	518
Revenus tirés de la titrisation	54	24	60	200	165
Commissions de crédit	60	59	43	224	227
Revenus tirés des activités hypothécaires	14	(3)	(12)	59	198
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	(26)	31	11	23	31
Autres	229	141	78	467	388
	2 919	2 859	2 748	11 428	10 822
Total des revenus	4 642	4 572	4 360	18 121	17 418
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	140	346	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	589	575	513	2 124	1 696
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 735	1 714	1 603	6 854	6 448
Matériel	250	235	234	934	901
Frais d'occupation	207	207	179	784	739
Communications	191	177	191	701	732
Honoraires	151	121	133	493	460
Impartition de services de traitement	72	74	73	294	292
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16	69	71
Autres	190	199	195	980	766
	2 812	2 743	2 624	11 109	10 409
Charges liées au réalignement de l'entreprise	192	-	-	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	130	-
Bénéfice net avant impôts	822	1 129	1 083	4 220	4 592
Charge d'impôts	255	340	300	1 232	1 460
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	567	789	783	2 988	3 132
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	49	43	37	171	127
Bénéfice net	518 \$	746 \$	746 \$	2 817 \$	3 005 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	12	11	45	68
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	507 \$	734 \$	735 \$	2 772 \$	2 937 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	642 117	646 019	656 952	646 732	662 080
Bénéfice par action (en dollars)	0,79 \$	1,14 \$	1,12 \$	4,29 \$	4,44 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	650 805	654 275	663 841	655 508	669 016
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,78 \$	1,12 \$	1,11 \$	4,23 \$	4,39 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,52 \$	0,46 \$	2,02 \$	1,72 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Actions privilégiées					
Solde au début	832 \$	832 \$	841 \$	832 \$	1 545 \$
Rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	(645)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	-	-	(9)	-	(68)
Solde à la fin	832	832	832	832	832
Actions ordinaires					
Solde au début	7 023	7 058	7 019	7 018	6 979
Émises	17	14	37	127	193
Achetées aux fins d'annulation	(52)	(49)	(38)	(157)	(154)
Solde à la fin	6 988	7 023	7 018	6 988	7 018
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	167	140	84	85	78
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	1	-	-	-	-
Attributions de rémunération à base d'actions	14	15	1	56	7
Montants reclassés	-	-	-	34	-
Autres	(13)	12	-	(6)	-
Solde à la fin	169	167	85	169	85
Bénéfices non répartis					
Solde au début	12 128	11 953	11 075	11 333	10 235
Bénéfice net	518	746	746	2 817	3 005
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(12)	(11)	(45)	(68)
Dividendes sur actions ordinaires	(333)	(336)	(301)	(1 303)	(1 137)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(237)	(223)	(176)	(735)	(698)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	-	-	-	-	(4)
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, Contrats de dépôt indexés sur actions	-	-	-	(2)	-
Solde à la fin	12 065	12 128	11 333	12 065	11 333
Actions de trésorerie					
Solde au début	(284)	(257)	-	-	-
Montants reclassés	-	-	-	(304)	-
Ventes (acquisitions) nettes	(10)	(27)	-	10	-
Solde à la fin	(294)	(284)	-	(294)	-
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes					
Solde au début	(842)	(570)	(473)	(893)	(54)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(1 643)	(586)	(1 814)	(1 341)	(2 988)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	929	314	1 394	678	2 149
Solde à la fin	(1 556)	(842)	(893)	(1 556)	(893)
Capitaux propres à la fin	18 204 \$	19 024 \$	18 375 \$	18 204 \$	18 375 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	518 \$	746 \$	746 \$	2 817 \$	3 005 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	140	346	721
Amortissement	104	102	99	396	398
Réalignement de l'entreprise	192	-	-	192	-
Impôts reportés	10	(42)	41	(69)	275
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	146	16	16	199	71
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	-	-	-	25	-
Gain à la vente de locaux et de matériel	(7)	(9)	(2)	(52)	(15)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(14)	6	(9)	(34)	(34)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	-	-	34	9	34
Perte (gain) à la vente de titres du compte de placement	26	(31)	(11)	(23)	(31)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	46	(315)	(186)	(13)	46
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(47)	127	33	(119)	100
Impôts exigibles	239	380	415	(895)	672
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(8 663)	4 100	(872)	(3 279)	(5 354)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	9 356	(4 667)	2 054	4 426	5 638
Titres du compte de négociation	1 580	1 104	(9 910)	(1 965)	(11 930)
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	(1 558)	297	(2 667)	(1 883)	272
Autres	(4 046)	2 846	(524)	671	(3 410)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(2 021)	4 785	(10 603)	749	(9 542)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(613)	(1 296)	3 140	(3 273)	999
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(3 988)	(4 671)	(2 552)	(20 914)	(6 479)
Produit tiré de la titrisation de prêts	747	887	1 000	3 532	1 742
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	5 399	4 128	7 703	18 430	19 340
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	16 733	7 163	9 923	38 088	26 983
Acquisitions de titres du compte de placement	(15 179)	(11 626)	(15 519)	(50 911)	(49 750)
Variation des titres de substitut de prêt	(400)	3	11	(376)	69
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(100)	(75)	(196)	(444)	(420)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	3 126	(801)	7 082	1 427	796
Flux de trésorerie nets (affectés à) provenant de l'acquisition de filiales	-	(9)	(109)	438	(281)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	5 725	(6 297)	10 483	(14 003)	(7 001)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	(6 603)	5 977	2 694	11 814	14 790
Émission de titres par Fiducie de capital RBC II (RBC TruCS)	-	-	-	-	900
Émission de débentures subordonnées	-	600	-	3 100	-
Remboursement de débentures subordonnées	(149)	(524)	(100)	(990)	(100)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	(653)
Frais d'émission	-	-	-	-	(4)
Émission d'actions ordinaires	16	13	36	119	183
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(289)	(272)	(214)	(892)	(852)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	(10)	(27)	-	10	-
Dividendes versés	(344)	(347)	(294)	(1 309)	(1 181)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(8)	(78)	(1)	(164)	(107)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(2 033)	(1 988)	(854)	(2 030)	2 626
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	90	4 139	1 063	2 150	3 745
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 472	(3 247)	(1 771)	3 334	(2 374)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(5 858)	4 246	559	15 142	16 973
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(19)	(11)	(26)	(17)	(77)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(2 173)	2 723	413	1 871	353
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	6 931	4 208	2 474	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 758 \$	6 931 \$	2 887 \$	4 758 \$	2 887 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 691 \$	1 614 \$	1 604 \$	7 004 \$	7 170 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	476 \$	138 \$	168 \$	2 522 \$	1 723 \$

Notes complémentaires

(non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72A à 102A du rapport annuel 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Modification de la présentation des états financiers

Au cours de l'exercice, nous avons révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser des certificats de dépôt d'un montant de 3,2 milliards de dollars (5,0 milliards au 31 juillet 2004; 5,7 milliards au 31 octobre 2003) ainsi que d'un montant de 6,8 milliards (7,8 milliards au 31 juillet 2004; 5,8 milliards au 31 octobre 2003), auparavant présentés au poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans les postes Titres du compte de négociation et Titres susceptibles de vente, respectivement, afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 1100, intitulé *Principes comptables généralement reconnus*. Ce chapitre établit les normes de présentation de l'information financière conformément aux PCGR et fournit des directives relatives aux sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la présentation appropriée lorsqu'un sujet donné n'est pas expressément traité par les sources premières de PCGR. Les dispositions du chapitre 1100 sont appliquées prospectivement aux soldes en cours au 1^{er} novembre 2003 et aux opérations survenues après cette date. À la lumière des dispositions du chapitre 1100, nous avons examiné notre application de certaines conventions comptables, comme il est expliqué ci-après.

Effets en circulation

Au cours de l'exercice, nous avons révisé la présentation de certains éléments des comptes d'effets en circulation et nous avons reclassé, à compter du 1^{er} novembre 2003, les soldes dus à d'autres banques qui découlent du système de règlement par compensation. Ces montants étaient auparavant inscrits dans le poste Encaisse et montants à recevoir de banques et ont été reclassés aux postes Dépôts bancaires, Autres passifs et Autres actifs afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces soldes. Les soldes dus par d'autres banques qui découlent du système de règlement par compensation continueront d'être classés dans le poste Encaisse et montants à recevoir de banques. Au 31 octobre 2004, des montants de 180 millions de dollars (37 millions au 31 juillet 2004), de 1,7 milliard (1,9 milliard au 31 juillet 2004) et de 1,1 milliard (néant au 31 juillet 2004) inscrits au poste Encaisse et montants à recevoir de banques ont été reclassés aux postes Dépôts bancaires, Autres passifs et Autres actifs, respectivement.

Comptabilisation à la date de transaction

Au cours du premier trimestre, nous avons modifié le mode de comptabilisation des valeurs mobilières, auparavant comptabilisées à la date de règlement, pour la comptabilisation à la date de transaction. Nous avons réexaminé cette décision au cours du quatrième trimestre et nous avons décidé de présenter notre bilan consolidé selon la comptabilisation à la date de règlement, comme nous l'avons fait avant le 1^{er} novembre 2003, et d'inscrire les variations de la valeur de ces valeurs mobilières entre la date de transaction et la date de règlement dans l'état consolidé des résultats. Cette décision a été prise principalement par suite de la publication du deuxième exposé-sondage relatif au chapitre 3855 de l'ICCA, *Instruments financiers – constatation et mesure*, qui permet l'une ou l'autre des méthodes de comptabilisation sans mentionner une quelconque préférence. L'application de la comptabilisation à la date de règlement a augmenté les valeurs mobilières de 1,3 milliard de dollars et a diminué les autres actifs de 8,6 milliards et les autres passifs de 7,3 milliards au 31 octobre 2004, et a diminué les valeurs mobilières de 0,2 milliard, les autres actifs de 7,3 milliards et les autres passifs de 7,5 milliards au 31 juillet 2004.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Actions libellées en devises

Avant le 1^{er} novembre 2003, nos actions privilégiées libellées en devises étaient converties au taux en vigueur à la date du bilan. Nous ne modifions plus le taux auquel ces actions sont converties. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés n'a pas été importante.

Contrats de dépôt indexés sur actions

En novembre 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions* (NOC-17), qui a trait aux obligations de dépôt prévoyant que nous versions des paiements variables basés sur le rendement de certains indices boursiers, et permet la constatation à la juste valeur des obligations au titre du paiement variable intégrées dans ces contrats, les variations de cette juste valeur devant être constatées dans les résultats au fur et à mesure qu'elles se produisent. Nous avons choisi d'appliquer la note d'orientation prospectivement à nos certificats de placement garanti indexés sur actions et à nos billets indexés sur actions, ce qui n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni nos résultats d'exploitation pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2004.

Note 1 Principales conventions comptables (suite)**Classement des couvertures économiques**

Nous avons mis à jour la présentation des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture afin de reclasser les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces dérivés sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Avantages sociaux futurs

En janvier 2004, l'ICCA a modifié le chapitre 3461, intitulé *Avantages sociaux futurs* (chapitre 3461R de l'ICCA), afin d'exiger la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. En ce qui a trait aux exercices, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les exercices se terminant à compter du 30 juin 2004 et, en ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les périodes se terminant à compter de cette date. Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons adopté prospectivement les recommandations du chapitre 3461R de l'ICCA, et les renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur nos régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sont présentés à la note 7.

Modifications comptables futures*Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15). La NOC-15 est harmonisée avec le bulletin d'interprétation n° 46 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme étant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». La NOC-15 sera en vigueur pour tous les exercices et toutes les périodes intermédiaires débutant à compter du 1^{er} novembre 2004. En décembre 2003, le FASB a publié une version révisée du bulletin d'interprétation n° 46. Par conséquent, l'ICCA a publié des modifications à la NOC-15 afin de l'harmoniser avec la directive américaine correspondante, et sa date d'entrée en vigueur reste la même que celle de la NOC-15 initiale. Nous prévoyons que nous ne consoliderons pas nos EDDV liées à des fonds communs de placement ou à des actifs gérés en fiducie aux fins de la protection de l'actif, du transfert de patrimoine entre les générations, ou de la planification successorale et financière. Les programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons et dont les engagements d'acquisition d'actifs totalisaient 25,6 milliards de dollars au 31 octobre 2004 ont tous été restructurés, et nous ne prévoyons pas être tenus de les consolider en vertu de la NOC-15 révisée.

Passif et capitaux propres

Par suite des révisions du chapitre 3860 de l'ICCA, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2004, nous devons reclasser à titre de passifs certains de nos instruments financiers pouvant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. La norme révisée pourrait entraîner le reclassement d'un montant d'environ 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie de capital compris dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et d'un montant d'environ 300 millions de dollars en actions privilégiées de premier rang, série N, à titre de passifs financiers dans notre bilan consolidé. Les distributions du rendement et dividendes cumulés relatifs à ces instruments seront aussi reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats.

Note 2 Charges liées au réalignement de l'entreprise

Le 9 septembre 2004, le conseil d'administration a approuvé le réalignement de notre structure organisationnelle avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004. Les objectifs visés par le réalignement de l'entreprise sont l'accélération de la croissance des revenus, la réduction des coûts et la rationalisation et l'amélioration de l'efficacité de notre exploitation afin de mieux servir notre clientèle. Un aspect clé du réalignement a trait à la réorganisation de nos cinq secteurs existants en trois secteurs, présentés ci-après, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004 :

- le secteur particuliers et entreprises au Canada, qui comprend nos plateformes canadiennes de services bancaires, de placements et d'assurances en plus des activités américaines d'assurances et des activités internationales de réassurance;
- le secteur pour la clientèle américaine et internationale, qui comprend les services bancaires et de placements aux États-Unis, les services bancaires et de courtage dans les Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale;
- le secteur des marchés des capitaux mondiaux, qui comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux.

Au cours du quatrième trimestre, nous avons commencé à mettre en œuvre les autres mesures clés du réalignement de l'entreprise qui comprennent la compression du personnel et la réduction des frais d'occupation. Nous prévoyons que la majorité de ces mesures de réalignement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que certaines obligations en vertu de baux comportent une échéance plus éloignée.

Charges liées au réalignement de l'entreprise	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Charges liées au réalignement au cours du trimestre	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$
Versements en espèces	—	—	—	—
Solde au 31 octobre 2004	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$

Note 2 Charges liées au réalignement de l'entreprise (suite)

Au 31 octobre 2004, nous avons comptabilisé des charges liées au réalignement de l'entreprise avant impôts totalisant 192 millions de dollars, dont une tranche de 166 millions a trait aux prestations de départ visant 1 660 postes. La répartition des postes parmi les secteurs est la suivante : Banque : 1 030; Investissements : 88; Assurances : 145; Marché des Capitaux : 113; Services Internationaux : 10; Autres : 274. D'un point de vue géographique, 1 120 postes sont situés au Canada, 477 aux États-Unis et 63 dans d'autres pays. Environ 40 employés avaient reçu un avis au 31 octobre.

Nous procédons actuellement à la fermeture de 38 des 213 succursales de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) aux États-Unis. De plus, en janvier 2005, le siège social de RBC Mortgage à Chicago sera fermé et les activités seront transférées à notre bureau de Houston. Dans nos charges liées au réalignement de l'entreprise, nous avons inclus la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. La fermeture de 9 succursales additionnelles de RBC Mortgage et de 10 des 275 succursales de RBC Centura Banks est prévue pour l'exercice 2005. Les charges liées aux locaux relatives à ces fermetures seront comptabilisées au cours de l'exercice 2005.

Nous avons retenu les services d'un cabinet de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels relativement aux mesures ayant trait au réalignement de l'entreprise. Une charge de 13 millions de dollars en contrepartie de ces services est comptabilisée au poste Autres dans le tableau ci-dessus.

Au 31 octobre 2004, les charges liées au réalignement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures s'établissent à 192 millions de dollars et sont comptabilisées dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Le total des charges liées au réalignement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 11. Au 31 octobre 2004, les charges liées aux locaux et les autres charges ont trait aux secteurs Banque et Autres, respectivement.

Note 3 Perte de valeur de l'écart d'acquisition

Parallèlement à l'achèvement de notre test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition, le réalignement de notre entreprise a été annoncé avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004. Les résultats de notre test de dépréciation de l'écart d'acquisition, basé sur un modèle d'actualisation des flux de trésorerie, indiquent que l'écart d'acquisition attribuable à RBC Mortgage a subi une perte de valeur d'environ 130 millions de dollars.

Note 4 Acquisitions

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (UnumProvident), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de UnumProvident. Les actifs acquis et les passifs pris en charge ont la même juste valeur approximative de 1,6 milliard de dollars. Les actifs et passifs représentent principalement les placements et les provisions techniques, respectivement.

Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 112 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Banks, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (Provident), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les activités comprenaient toutes les activités de Provident en Floride, incluant 13 succursales servant des régions de l'ouest de la Floride. La contrepartie comprenait un montant en espèces de 81 millions de dollars US et la prise en charge d'un passif corporel net évalué à environ 27 millions de dollars US. Ce montant représentait une contrepartie totale excédentaire d'environ 108 millions de dollars US et a été réparti entre les actifs incorporels liés à des dépôts de base et l'écart d'acquisition, pour environ 10 millions de dollars US et 98 millions de dollars US, respectivement.

Note 5 Titrisations

Au cours du quatrième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1 026 millions de dollars (836 millions au cours du quatrième trimestre de 2003; 4 977 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 500 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 3 074 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 497 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 3 035 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 9 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 75 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 6 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 36 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) sur la vente des titres, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 5 Titrisations (suite)

Au cours du quatrième trimestre de 2004, nous avons de plus titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 242 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 486 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004), pour un produit net en espèces de 250 millions (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 497 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004). Un gain avant impôts de 8 millions de dollars (néant au cours du quatrième trimestre de 2003; 11 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004), après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation.

Nous n'avons titrisé aucune créance sur cartes de crédit au cours de 2004 (1 000 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2003 pour un produit net de 1 000 millions avec des droits conservés de 9 millions entraînant un gain avant impôts de 9 millions constaté au quatrième trimestre de 2003).

Note 6 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par l'ICCA au chapitre 3870, intitulé *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	518 \$	746 \$	746 \$	2 817 \$	3 005 \$
Bénéfice par action	0,79	1,14	1,12	4,29	4,44
Bénéfice dilué par action	0,78	1,12	1,11	4,23	4,39
Pro forma :					
Bénéfice net	510 \$	739 \$	737 \$	2 785 \$	2 970 \$
Bénéfice par action	0,78	1,13	1,11	4,24	4,39
Bénéfice dilué par action	0,77	1,11	1,10	4,18	4,35

Note 7 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Charge au titre des prestations constituées	78 \$	83 \$	64 \$	329 \$	237 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	47 \$	48 \$	39 \$	189 \$	161 \$

Note 8 Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 12 octobre 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6 % échéant le 12 octobre 2009 pour un montant de 150 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 7 juillet 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 6,05 % échéant le 7 juillet 2009 pour un montant de 175 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats pourront être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. Au cours du trimestre, nous avons racheté 4 743 205 actions ordinaires à un prix moyen de 60,79 \$ en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités actuelles. Depuis la mise en place de l'offre, nous avons racheté 6 412 918 actions ordinaires à un prix moyen de 60,56 \$.

Le 18 juin 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 600 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,95 % (versé semestriellement) jusqu'au 18 juin 2014. Les débetures subordonnées sont rachetables au pair le 18 juin 2014. Si les billets ne sont pas rachetés, le coupon sera rajusté le 18 juin 2014 et tous les cinq ans par la suite au taux du gouvernement du Canada pour cinq ans majoré de 1,72 % (versé semestriellement), jusqu'à l'échéance des débetures subordonnées le 18 juin 2103. Le prix par débeture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 18 juin 2014 est de 5,95 %.

Le 11 juin 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,10 % échéant le 11 juin 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Note 8 Opérations importantes portant sur les capitaux propres (suite)

Le 13 avril 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 4,18 % (versé semestriellement) jusqu'au 1^{er} juin 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 1^{er} juin 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 1^{er} juin 2009 est de 4,181 %.

Le 12 avril 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,40 % échéant le 12 avril 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 27 janvier 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 500 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 3,96 % (versé semestriellement) jusqu'au 27 janvier 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 99,964 \$ et le rendement jusqu'au 27 janvier 2009 est de 3,968 %.

Le 3 novembre 2003, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,45 % (versé semestriellement) jusqu'au 4 novembre 2013, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 4 novembre 2018 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 4 novembre 2013 est de 5,45 %.

Note 9 Éventualités

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 10 Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date à laquelle elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers d'Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué de 74 millions de dollars le bénéfice net au premier trimestre de 2004.

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques*a) Résultats trimestriels par secteurs d'exploitation*

	RBC Banque			RBC Investissements			RBC Assurances			RBC Marchés des Capitaux		
	T4	T3	T4	T4	T3	T4	T4	T3	T4	T4	T3	T4
	04	04	03	04	04	03	04	04	03	04	04	03
Revenu net d'intérêt	1 397	\$ 1 407	\$ 1 378	\$ 113	\$ 108	\$ 93	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 191	\$ 179	\$ 106
Revenus autres que d'intérêt	500	504	488	803	817	821	790	792	676	496	458	522
Total des revenus	1 897	1 911	1 866	916	925	914	790	792	676	687	637	628
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	133	128	131	-	2	(2)	-	-	-	(26)	3	18
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	589	575	513	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	1 265	1 220	1 152	760	755	722	133	135	112	459	448	431
Charges liées au réaligement de l'entreprise	75	-	-	17	-	-	8	-	-	25	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	152	187	206	42	55	68	(7)	7	(7)	58	41	52
Bénéfice net (perte nette)	142	\$ 376	\$ 377	\$ 97	\$ 113	\$ 126	\$ 67	\$ 75	\$ 58	\$ 171	\$ 145	\$ 127

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T4	T3	T4	T4	T3	T4	T4	T3	T4
	04	04	03	04	04	03	04	04	03
Revenu net d'intérêt	48	\$ 44	\$ 42	(26)	(25)	(7)	1 723	\$ 1 713	\$ 1 612
Revenus autres que d'intérêt	221	235	211	109	53	30	2 919	2 859	2 748
Total des revenus	269	279	253	83	28	23	4 642	4 572	4 360
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(2)	-	-	(8)	(8)	(7)	97	125	140
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	589	575	513
Frais autres que d'intérêt	189	187	187	6	(2)	20	2 812	2 743	2 624
Charges liées au réaligement de l'entreprise	3	-	-	64	-	-	192	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	130	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	28	32	23	31	61	(5)	304	383	337
Bénéfice net (perte nette)	51	\$ 60	\$ 43	(10)	(23)	\$ 15	\$ 518	\$ 746	\$ 746

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (suite)*b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques*

	31 octobre 2004				31 juillet 2004				31 octobre 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 337 \$	327 \$	59 \$	1 723 \$	1 338 \$	249 \$	126 \$	1 713 \$	1 237 \$	283 \$	92 \$	1 612 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 641	857	421	2 919	1 540	953	366	2 859	1 363	927	458	2 748
Total des revenus	2 978	1 184	480	4 642	2 878	1 202	492	4 572	2 600	1 210	550	4 360
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	100	8	(11)	97	109	31	(15)	125	110	25	5	140
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	283	219	87	589	262	223	90	575	161	204	148	513
Frais autres que d'intérêt	1 701	842	269	2 812	1 626	863	254	2 743	1 502	857	265	2 624
Charges liées au réaligement de l'entreprise	142	44	6	192	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	130	-	130	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	277	23	4	304	359	11	13	383	301	37	(1)	337
Bénéfice net (perte nette)	475 \$	(82) \$	125 \$	518 \$	522 \$	74 \$	150 \$	746 \$	526 \$	87 \$	133 \$	746 \$

c) Résultats de l'exercice par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	5 517 \$	5 546 \$	429 \$	419 \$	- \$	- \$	679 \$	415 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 040	2 127	3 322	3 110	2 870	2 356	2 077	2 241
Total des revenus	7 557	7 673	3 751	3 529	2 870	2 356	2 756	2 656
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	474	554	4	(2)	-	-	(77)	195
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	2 124	1 696	-	-
Frais autres que d'intérêt	4 840	4 650	3 014	2 912	487	460	2 017	1 671
Charges liées au réaligement de l'entreprise	75	-	17	-	8	-	25	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	130	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	746	908	226	209	(5)	(16)	166	282
Bénéfice net (perte nette)	1 292 \$	1 561 \$	490 \$	410 \$	256 \$	216 \$	625 \$	508 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	177 \$	166 \$	(109) \$	50 \$	6 693 \$	6 596 \$
Revenus autres que d'intérêt	887	824	232	164	11 428	10 822
Total des revenus	1 064	990	123	214	18 121	17 418
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(19)	2	(36)	(28)	346	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	2 124	1 696
Frais autres que d'intérêt	738	714	13	2	11 109	10 409
Charges liées au réaligement de l'entreprise	3	-	64	-	192	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	130	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	118	97	152	107	1 403	1 587
Bénéfice net (perte nette)	224 \$	177 \$	(70) \$	133 \$	2 817 \$	3 005 \$

Note 11 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (suite)*d) Résultats de l'exercice par secteurs géographiques*

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	5 183 \$	1 116 \$	394 \$	6 693 \$	5 128 \$	1 210 \$	258 \$	6 596 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 121	3 699	1 608	11 428	5 426	3 537	1 859	10 822
Total des revenus	11 304	4 815	2 002	18 121	10 554	4 747	2 117	17 418
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	343	61	(58)	346	527	106	88	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	909	872	343	2 124	669	543	484	1 696
Frais autres que d'intérêt	6 449	3 680	980	11 109	5 992	3 511	906	10 409
Charges liées au réalignement de l'entreprise	142	44	6	192	-	-	-	-
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	130	-	130	-	-	-	-
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 306	12	85	1 403	1 316	216	55	1 587
Bénéfice net (perte nette)	2 155 \$	16 \$	646 \$	2 817 \$	2 050 \$	371 \$	584 \$	3 005 \$

Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Au cours du trimestre, nous avons réexaminé la présentation de l'information sur les secteurs d'exploitation et déterminé qu'il y avait lieu de reclasser les variations à la valeur de marché de certains dérivés attribuables à RBC Mortgage qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture dans le secteur RBC Banque, étant donné que ce dernier gère activement ces activités, tandis que la trésorerie générale fournit des services-conseils à leur égard. Par conséquent, les pertes de 13 millions de dollars après impôts comprises dans le secteur Autres au troisième trimestre de 2004 ont été reclassées dans le secteur RBC Banque.

Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque découlant des variations défavorables de la conjoncture économique et les occasions de croissance découlant des variations favorables de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains montants correspondants liés à la vente par RBC Centura de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Solutions Moneris Inc. au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Note 12 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du surintendant des institutions financières Canada, les états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont décrites ci-après.

Note 12 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

<i>Bilans consolidés condensés</i>	Au 31 octobre 2004			Au 31 juillet 2004			Au 31 octobre 2003		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 758	\$ -	\$ 4 758	6 931	\$ -	\$ 6 931	2 887	\$ -	\$ 2 887
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 220	16	5 236	4 607	26	4 633	3 126	(34)	3 092
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	89 322	(1 687)	87 635	90 902	(107)	90 795	87 532	(813)	86 719
Titres du compte de placement	38 923	(38 923)	-	45 376	(45 376)	-	41 074	(41 074)	-
Titres de substitut de prêt	701	(701)	-	301	(301)	-	325	(325)	-
Titres susceptibles de vente	-	39 861	39 861	-	45 673	45 673	-	41 619	41 619
Biens achetés en vertu de conventions de revente	34 862	-	34 862	37 988	-	37 988	36 289	-	36 289
Prêts	186 543	967	187 510	183 774	8 804	192 578	170 394	98	170 492
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 184	-	6 184	6 499	-	6 499	5 943	-	5 943
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 891	1 190	40 081	30 228	987	31 215	35 612	1 028	36 640
Locaux et matériel	1 756	(25)	1 731	1 758	(23)	1 735	1 670	(15)	1 655
Écart d'acquisition	4 369	47	4 416	4 849	45	4 894	4 587	46	4 633
Autres actifs incorporels	523	-	523	570	-	570	580	-	580
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	-	1 701	1 701	-	1 756	1 756	-	3 321	3 321
Actif lié aux comptes distincts	-	120	120	-	122	122	-	224	224
Autres actifs	17 144	15 920	33 064	14 897	15 080	29 977	13 014	5 483	18 497
	429 196	\$ 18 486	\$ 447 682	\$ 428 680	\$ 26 686	\$ 455 366	\$ 403 033	\$ 9 558	\$ 412 591
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	270 959	\$ 616	\$ 271 575	277 562	\$ 607	\$ 278 169	259 145	\$ 1 373	\$ 260 518
Autres									
Acceptations	6 184	-	6 184	6 499	-	6 499	5 943	-	5 943
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 005	(1 190)	23 815	24 915	146	25 061	22 855	(112)	22 743
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 705	-	21 705	23 738	-	23 738	23 735	-	23 735
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 201	669	42 870	32 845	601	33 446	37 775	652	38 427
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 838	2 514	9 352	6 792	2 539	9 331	5 256	3 374	8 630
Passif lié aux comptes distincts	-	120	120	-	122	122	-	224	224
Autres passifs	27 575	16 065	43 640	26 449	23 547	49 996	21 318	4 881	26 199
Débitures subordonnées	8 116	406	8 522	8 440	290	8 730	6 243	338	6 581
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 409	(885)	1 524	2 416	(847)	1 569	2 388	(914)	1 474
Capitaux propres	18 204	171	18 375	19 024	(319)	18 705	18 375	(258)	18 117
	429 196	\$ 18 486	\$ 447 682	\$ 428 680	\$ 26 686	\$ 455 366	\$ 403 033	\$ 9 558	\$ 412 591

Note 12 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	518 \$	746 \$	746 \$	2 817 \$	3 005 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	5	2	(6)	10	(1)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(3)	2	(14)	(19)	(15)
Coentreprises (3)	-	-	-	-	(2)
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	(169)	(160)	(128)	(603)	(311)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(34)	23	69	(1)	29
Reclassement de valeurs mobilières (5)	-	-	2	7	(12)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	-	(2)	(2)	-	1
Sociétés en commandite (6)	4	5	-	(11)	-
Coentreprises (3)	(39)	(40)	(39)	(146)	(147)
Autres (9)	(8)	3	7	(8)	(13)
Dotations à la provision pour pertes sur créances					
Reclassement de valeurs mobilières (5)	-	-	3	(1)	6
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	175	153	127	615	292
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions (7)	2	-	8	(3)	16
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	-	7	4	13	35
Coentreprises (3)	30	31	30	114	122
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(10)	(15)	-	(35)	-
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus (8)	20	(2)	(16)	38	17
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables (2)	13	15	13	52	14
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis	504 \$	768 \$	804 \$	2 839 \$	3 036 \$
Bénéfice par action (10)	0,77 \$	1,17 \$	1,20 \$	4,31 \$	4,47 \$
Bénéfice dilué par action (10)	0,76 \$	1,15 \$	1,19 \$	4,25 \$	4,42 \$

Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 à la page 102A de notre rapport annuel 2003.

Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats**(1) Produits dérivés et opérations de couverture**

L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait diminué le bénéfice net de 19 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, et aurait entraîné une augmentation des prêts de 43 millions, une augmentation des autres actifs de 910 millions, une augmentation des dépôts de 158 millions, une augmentation des autres passifs de 464 millions, une augmentation des débiteurs subordonnés de 406 millions, une diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 33 millions et une diminution des capitaux propres de 108 millions au 31 octobre 2004.

Nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions*, en vertu des PCGR du Canada prospectivement. Cette note d'orientation a eu pour effet d'éliminer une différence avec les PCGR des États-Unis relative aux contrats de dépôt à l'égard desquels nous sommes tenus d'effectuer des paiements variables en fonction du rendement de certains indices boursiers. La composante variable intégrée dans nos certificats de placement garanti indexés sur actions et nos billets indexés sur actions est séparée du contrat hôte dans lequel elle est intégrée et constatée à sa juste valeur tant en vertu des PCGR du Canada qu'en vertu de ceux des États-Unis, les variations subséquentes de la juste valeur étant constatées dans le bénéfice net.

Note 12 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats (suite)

(2) Entités à détenteurs de droits variables

Le bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, tel qu'il a été révisé en décembre 2003 (FIN 46R), exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) par le principal bénéficiaire. L'application des dispositions du FIN 46R aurait entraîné la consolidation de diverses EDDV et la déconsolidation de certaines autres, bien qu'elle n'aurait eu aucune incidence sur l'état consolidé des résultats. Elle aurait entraîné l'augmentation des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 49 millions de dollars, l'augmentation des prêts de 924 millions, l'augmentation des autres actifs de 44 millions, l'augmentation des dépôts de 266 millions, l'augmentation des autres passifs de 1 012 millions, la diminution des valeurs mobilières de 624 millions et la diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 885 millions au 31 octobre 2004.

Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats (suite)

(3) Coentreprises

En vertu des PCGR du Canada, les placements dans des coentreprises sont consolidés selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu des PCGR des États-Unis, les placements dans des coentreprises sont comptabilisés à l'aide de la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, ce qui aurait entraîné la diminution des autres actifs de 80 millions de dollars et la diminution des autres passifs de 80 millions au 31 octobre 2004, mais n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net.

(4) Comptabilisation des activités d'assurance

L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, et aurait aussi entraîné une augmentation des autres actifs de 2 048 millions, une augmentation des autres passifs de 1 949 millions et une augmentation des capitaux propres de 99 millions au 31 octobre 2004.

(5) Reclassement de valeurs mobilières

L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net du trimestre terminé le 31 octobre 2004. Elle aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 374 millions de dollars, l'augmentation des capitaux propres de 234 millions et la diminution des autres actifs de 140 millions au 31 octobre 2004.

(6) Sociétés en commandite

En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour les placements dans des sociétés en commandite qui représentent une participation de plus de 3 % à 5 %. En vertu des PCGR du Canada, nous utilisons la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation pour les placements dans des sociétés en commandite si nous sommes en mesure d'exercer sur elles une influence notable, ce qui se traduit habituellement par une participation de 20 % ou plus. L'utilisation d'un seuil de participation moins élevé pour l'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 95 millions, une diminution des valeurs mobilières de 102 millions et une diminution des capitaux propres de 7 millions au 31 octobre 2004.

(7) Droits à la plus-value des actions

L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération aurait augmenté le bénéfice net de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, et aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 17 millions, une diminution des autres actifs de 10 millions et une diminution des autres passifs de 27 millions au 31 octobre 2004.

(8) Impôts sur les bénéfices

En vertu des PCGR des États-Unis, en plus de l'incidence fiscale des différences mentionnées dans les principaux éléments de rapprochement de l'état des résultats, l'incidence de la variation des taux d'imposition sur les impôts reportés est inscrite lorsque la modification du taux d'imposition a été promulguée. En vertu des PCGR du Canada, ces incidences sont inscrites lorsque le taux d'imposition modifié est pratiquement en vigueur.

(9) Autres

Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait au droit de compensation, aux garanties, à l'adoption du Staff Accounting Bulletin No. 105, intitulé *Application of Accounting Principles to Loan Commitments* et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments se traduirait par une diminution du bénéfice net de 5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004, ainsi que par une augmentation des valeurs mobilières de 152 millions, une augmentation des autres actifs de 121 millions, une augmentation des dépôts de 192 millions, une augmentation des autres passifs de 78 millions et une augmentation des capitaux propres de 3 millions au 31 octobre 2004.

(10) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action (EITF 03-6)

Le Emerging Issues Task Force (EITF) en est venu à un consensus final relativement à l'EITF 03-6, intitulé *Participating Securities and the Two-Class Method under FASB Statement No. 128, Earnings per Share*, qui a par la suite été approuvé par le FASB le 31 mars 2004. Le consensus final exige une modification du calcul du bénéfice par action afin de refléter certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis de l'entité publiante lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. Ce consensus est en vigueur pour les périodes ouvertes après le 31 mars 2004 et exige un ajustement rétroactif du bénéfice par action déclaré pour les périodes antérieures. Pour toutes les périodes présentées, l'EITF 03-6 a réduit le bénéfice par action de moins de un cent, sauf pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 où la réduction du bénéfice de base par action s'est établie à environ un cent. Le bénéfice de base par action pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2003 et le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 ont été retraités pour refléter une réduction de un cent par action.

Note 12 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

*Éléments importants du rapprochement pour le bilan (suite)***Obligation additionnelle au titre des prestations constituées**

La comptabilisation d'une obligation additionnelle au titre des prestations constituées en vertu des PCGR des États-Unis aurait augmenté les autres actifs de 35 millions de dollars et les autres passifs de 102 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 67 millions au 31 octobre 2004.

Comptabilisation à la date de transaction

L'application de la comptabilisation à la date de transaction à notre bilan consolidé aurait entraîné l'augmentation des autres actifs de 8 567 millions de dollars et des autres passifs de 7 317 millions, et la diminution des valeurs mobilières de 1 250 millions au 31 octobre 2004.

Garanties autres qu'en espèces

La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 7 363 millions de dollars et une augmentation des autres passifs de 7 363 millions au 31 octobre 2004.

Note 13 Événement postérieur à la date du bilan

Le 23 novembre 2004, nous avons accepté de vendre Liberty Insurance Services Corp. (LIS) à IBM. La vente, dont la clôture est prévue d'ici au 31 décembre 2004, entraînera le transfert d'environ 700 employés de LIS chez IBM. Le total de l'actif et le total du passif de LIS sont négligeables pour RBC Assurances et la vente devrait entraîner un gain minime. Relativement à l'entente de vente, nous avons conclu une entente de services à long terme avec IBM en vertu de laquelle cette dernière exécutera certaines fonctions de traitement et de gestion pour le compte des activités américaines de RBC Assurances.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié)⁽¹⁾

Prêts douteux⁽²⁾

	31 octobre 2004	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	133 \$	124 \$	133 \$	116 \$	118 \$
Prêts aux particuliers	78	80	96	94	96
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	561	616	749	814	774
Total	772 \$	820 \$	978 \$	1 024 \$	988 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,16 %	0,15 %	0,17 %	0,15 %	0,15 %
Prêts aux particuliers	0,21 %	0,22 %	0,28 %	0,29 %	0,30 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,55 %	0,59 %	0,72 %	0,84 %	0,79 %
Total	0,34 %	0,36 %	0,44 %	0,48 %	0,46 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>					
Provision cumulative au début	1 866 \$	1 929 \$	2 265 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	125	140	346	721
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(3)	(2)	(4)	(7)	(10)
Prêts aux particuliers	(69)	(83)	(88)	(325)	(373)
Prêts sur cartes de crédit	(55)	(55)	(48)	(207)	(192)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(133)	(91)	(117)	(462)	(407)
	(260)	(231)	(257)	(1 001)	(982)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	19	17	17	68	68
Prêts sur cartes de crédit	10	11	10	39	37
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21	20	16	109	65
	50	48	43	216	170
Radiations nettes	(210)	(183)	(214)	(785)	(812)
Ajustements	(39)	(5)	(27)	(11)	(59)
Provision cumulative à la fin	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,36 %	0,32 %	0,39 %	0,35 %	0,37 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	29 \$	37 \$	27 \$	37 \$
Prêts aux particuliers	439	445	437	439	437
Prêts sur cartes de crédit	191	192	151	191	151
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	850	976	1 301	850	1 301
Provision cumulative attribuée	1 507	1 642	1 926	1 507	1 926
Provision cumulative générale non attribuée	207	224	238	207	238
Total	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions cumulatives spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	487 \$	602 \$	757 \$	487 \$	757 \$
Provision cumulative générale attribuée	1 020	1 040	1 169	1 020	1 169
Provision cumulative générale non attribuée	207	224	238	207	238
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 644 \$	1 693 \$	2 055 \$	1 644 \$	2 055 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	70	173	109	70	109
Total	1 714 \$	1 866 \$	2 164 \$	1 714 \$	2 164 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,7 %	0,7 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture)	131 %	119 %	118 %	131 %	118 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

Information relative aux actions (non vérifié)

<i>(nombre d'actions en milliers)</i>	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2004
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	32 000	32 000	32 000
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par Fiducie de capital RBC(2)	1 400	1 400	1 400
Titres de fiducie, série 2013, émis par Fiducie de capital RBC II(3)	900	900	900
Options sur actions			
En cours	22 372	22 828	24 803
Pouvant être levées	16 401	16 847	15 415
Actions ordinaires émises	644 748	649 066	656 021
Actions de trésorerie (4)			
PCGR des États-Unis	5 815	5 660	-
PCGR du Canada	4 863	4 709	-

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 86, 87 et 93 (notes 14 et 19) du rapport annuel 2003 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR des États-Unis et du Canada. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR du Canada. Les modalités de conversion sont présentées dans le prospectus daté du 16 juillet 2003.

(4) Les différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux actions de trésorerie détenues dans des structures de rémunération à base d'actions qui sont consolidées en vertu du FIN 46R, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*.